

REPUBLIQUE DE LA GUINEE EQUATORIALE



CONSEIL NATIONAL DE CREDIT

RAPPORT D'ACTIVITE

2016

TABLE DE MATIERES

INTRODUCTION : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET SOUS-REGIONAL.....	3
SECTION I.- CONJONCTURE ECONOMIQUE MONDIALE.....	4
SECTION II.- EVOLUTION DES PRINCIPAUX MARCHES DES CHANGES.....	8
SECTION III.- MARCHES INTERNATIONAUX DES MATIERES PREMIERES.....	8
SECTION IV.- EVOLUTION ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE LA CEMAC.....	9
PREMIERE PARTIE : CONJONCTURE DE L'ECONOMIE NATIONALE.....	11
SECTION I.- EVOLUTION DU SECTEUR REEL.....	12
A.- EVOLUTION DE LA DEMANDE GLOBALE.....	12
B.- ANALYSE SECTORIELLE DE L'OFFRE.....	13
SECTION II.- PRIX, EMPLOI ET SALAIRES.....	33
A.- ANALYSE DES PRIX.....	33
B.- ANALYSE DE L'EMPLOI.....	34
C.- ANALYSE DES SALAIRES.....	34
SECTION III.- EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES.....	35
A.- EXECUTION BUDGETAIRE.....	35
DEUXIEME PARTIE : SITUATION DU MARCHÉ MONÉTAIRE.....	36
SECTION I.- LE MARCHÉ MONÉTAIRE.....	37
A.- MARCHÉ MONÉTAIRE.....	37
B.- EVOLUTION DU MARCHÉ INTERBANCAIRE.....	41
C.- EVOLUTION DU TAUX D'INTERET.....	41
D.- EVOLUTION DE LA REMUNERATION DES DEPOTS PUBLICS A LA BEAC.....	42
E.- EVOLUTION DES COEFFICIENTS DES RESERVES OBLIGATOIRES.....	43
TROISIEME PARTIE : SITUATIONS MONÉTAIRE, BANCAIRE ET COMPTABLE.....	45
SECTION I.- SITUATION DES AGREGATS MONÉTAIRES.....	46
SECTION II.- SYSTEME BANCAIRE.....	47
SECTION III.- SITUATION COMPTABLE.....	51
QUATRIEME PARTIE : ACTIVITES DES ETABLISSEMENT DE CREDIT ET DU CONSEIL NATIONAL DU CREDIT.....	56
SECTION I.- ACTIVITES DES ETABLISSEMENT DE CREDIT.....	57
SECTION II.- ACTIVITES DU CONSEIL NATIONAL DU CREDIT.....	57

INTRODUCTION :
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE
INTERNATIONAL ET SOUS- REGIONAL

SECTION I.- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

L'activité économique internationale s'est légèrement repliée en 2016, se situant en dessous du niveau observé en 2015. Cette situation s'est expliquée par la dégradation de la croissance dans les principaux pays avancés, tandis que les principaux pays émergents et en développement ont enregistré des évolutions contraires suivant les pays et régions. Le taux de croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,1% en 2016 contre 3,2% en 2015.

Ainsi, le niveau de la relance économique dans les pays avancés s'est expliqué principalement par une croissance faible aux Etats-Unis en 2016 comparativement à 2015. En effet, l'économie américaine a perdu sa vigueur, malgré la solidité du marché du travail, en raison de la faiblesse des exportations, aggravée par la hausse des importations. Cependant, des incertitudes économiques, politiques et institutionnelles internationales ont demeuré suite à l'élection de Donald Trump à la présidence américaine et la résilience du Royaume-Uni après le vote en faveur de la sortie de l'Union Européenne. Tenant compte de ces facteurs, la croissance dans les pays avancés a régressé pour s'établir à 1,6% en 2016, contre 2,1% en 2015.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique s'est affermie en raison de la normalisation progressive de la situation dans les pays exportateurs de produits de base, le rééquilibrage progressif de l'économie chinoise et la résilience des autres pays émergents et en développement. Le taux de croissance de ces pays est resté stable à 4,1% en 2016 comme en 2015.

En Afrique Subsaharienne, l'activité a fléchi à cause des répercussions de la chute des prix des hydrocarbures et des produits de base. La croissance économique en Afrique Subsaharienne s'est située à 1,6% en 2016, contre 3,4% en 2015.

Dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), la croissance s'est établie à 0,6% en 2016, contre 1,6% en 2015, suite à l'impact de la chute des prix des produits pétroliers.

Tableau 1 : Taux de croissance (pays et zones économiques sélectionnés)

	2015	2016
MONDE	3,2	3,1
PAYS AVANCES	2,1	1,6
<i>ÉTATS-UNIS</i>	2,6	1,6
ZONE EURO	2	1,7
<i>ALLEMAGNE</i>	1,5	1,7
<i>FRANCE</i>	1,3	1,3
<i>ITALIE</i>	0,7	0,9
<i>ESPAGNE</i>	3,2	3,2
<i>JAPON</i>	1,2	0,9
PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	4,1	4,1
EUROPE CENTRALE	3,7	2,9
RUSSIE	-3,7	-0,6
PAYS EMERGENTS D'ASIE	6,7	6,3
<i>CHINE</i>	6,9	6,7
<i>INDE</i>	7,6	6,6
AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES	0,1	-0,7
<i>BRESIL</i>	-3,8	-3,5
<i>MEXIQUE</i>	2,6	2,2
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	3,4	1,6
<i>NIGERIA</i>	2,7	-1,5
<i>AFRIQUE DU SUD</i>	1,3	0,3
CEMAC	1,6	0,6

Source : FMI (*Perspectives Economiques mondiale, 2017*) et BEAC

A.- L'ACTIVITE ECONOMIQUE DES PRINCIPAUX PAYS ET ZONES ECONOMIQUES

Les perspectives de croissance globale présentées au paragraphe précédent diffèrent sensiblement d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre. Ainsi, l'activité économique et les perspectives dans les principaux pays et partenaires économiques en 2016 se présentent comme suit:

Aux **Etats-Unis**, la croissance économique a régressée à 1,6% en 2016, contre 2,6% en 2015. La baisse de l'activité économique s'est expliquée d'une part, par la faiblesse de l'investissement des entreprises qui a entraîné une baisse continue des dépenses d'équipement dans le secteur de l'énergie et d'autre part, par l'impact de la vigueur récente du dollar sur l'investissement dans les secteurs axés sur l'exportation. Le taux de chômage s'est établi à 4,9% en 2016, contre 5,3% en 2015 et l'indice des prix à la consommation ressort en hausse de 1,2% en 2016, contre 0,1% en 2015.

Au **Japon**, l'activité économique en 2016 s'est située à 0,9% contre 1,2% en 2015, en raison de la dépréciation du yen et l'affaiblissement de la demande des pays émergents. Cependant, la baisse des prix du pétrole et les mesures budgétaires adoptées devraient continuer de stimuler la croissance. Le taux d'inflation s'est établi à -0,2% en

2016, contre 0,8% en 2015. Quant au marché de l'emploi, le taux de chômage est resté quasi-stable pour se situer à 3,2% en 2016, contre 3,4% en 2015.

La croissance du PIB de la **Zone Euro** s'est située à 1,7% en 2016, contre 2,0% en 2015, en raison de la baisse de la confiance des investisseurs due à l'incertitude qui fait suite au vote en faveur du Brexit. Le taux de chômage est resté élevé, mais est ressorti en repli pour se situer à 10,0% en 2016, contre 10,9% en 2015. L'inflation s'est inscrite à 0,3% en dessous de l'objectif de la Banque Centrale Européenne de 2%.

En **Allemagne**, la croissance du PIB s'est consolidée à 1,7% en 2016, contre 1,5% en 2015, en lien avec la solidité du marché du travail, la politique monétaire accommodante et le niveau bas des prix du pétrole. Le taux de chômage s'est situé à 4,3% en 2016 contre 4,6% en 2015, tandis que l'indice des prix à la consommation a atteint 0,4% en 2016, contre 0,1% en 2015.

En **France**, la croissance est restée stable à 1,3% en 2016. La raison principale de cette stabilité tient, d'une part à la morosité de la croissance mondiale et, d'autre part aux niveaux bas des prix du pétrole qui a eu un effet de relance de la consommation. Le taux de chômage a légèrement baissé pour se situer à 9,8% en 2016, contre 10,4% en 2015. L'inflation est restée faible mais en augmentation à 0,3% en 2016, contre 0,1% en 2015.

En **Espagne**, la croissance est restée inchangé à 3,2% en 2016. Bien que ce taux soit supérieur à la moyenne enregistrée dans la Zone Euro, et que l'économie a affiché une certaine résilience à la paralysie politique de formation de gouvernement qui a duré presque 10 mois, la remontée des prix du pétrole ont impacté légèrement la croissance. Par ailleurs, le taux de chômage est resté élevé, quoiqu'en repli à 19,4% en 2016, contre 22,1% en 2015; et l'inflation s'est circonscrite à -0,3% en 2016, en augmentation par rapport au taux de -0,5% enregistré en 2015.

Dans les **pays émergents d'Asie**, la croissance de l'activité économique s'est établie à 6,3% en 2016, contre 6,7% en 2015. Ce ralentissement s'explique par le fléchissement de l'économie chinoise et indienne, mais les tendances ont été divergentes par pays. Pour les pays de l'ASEAN-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam), en 2016 la croissance s'est située à 4,8% en 2016, comme en 2015.

En **Chine**, la croissance a ralenti à 6,7% en 2016, contre 6,9% en 2015. L'économie chinoise a poursuivi ainsi sa politique de rééquilibrage impulsée par les pouvoirs publics, visant à donner la priorité aux réformes structurelles axées sur le marché, malgré la vigueur de l'investissement dans les infrastructures et l'immobilier. La hausse des prix à la consommation en moyenne annuelle s'est située à 2,1% en 2016, contre 1,4% en 2015. Quant au chômage, il est resté autour de 4,1%.

En **Inde**, la croissance s'est établie à 6,6% en 2016, contre 7,6% en 2015. Cette forte baisse s'est expliquée principalement par le frein de l'investissement privé en raison du bilan des entreprises et des banques publiques, ainsi que par la baisse de la consommation due à la pénurie de liquidités et aux perturbations des moyens de paiements. Les pressions inflationnistes sont restées à un niveau élevé à 5,5% en 2016, contre 4,9% en 2015.

Dans les **Pays émergents d'Europe Centrale**, la croissance a légèrement fléchi à 2,9% en 2016, contre 3,7% en 2015, pénalisée par l'endettement excessif des entreprises qui a freiné l'investissement privé. Néanmoins, la croissance a augmenté en Roumanie, Serbie et Croatie ; tandis qu'elle a été en diminution en Pologne, Hongrie et Turquie. L'inflation dans la zone s'est située à 3,1 % en 2016, contre 2,9% en 2015.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance a ralenti à 1,6% en 2016, contre 3,4% en 2015, en raison des conditions macroéconomiques difficiles dans les plus grands pays, notamment la baisse des recettes tirées des produits de base pour les pays riches en ressources naturelles. Les tensions inflationnistes sont restées présentes, avec un taux d'inflation moyen annuel de 11,3% en 2016, contre 7,0% en 2015.

Au **Nigéria**, l'activité s'est considérablement contractée pour se situer à -1,5% en 2016, après une évolution positive de 2,7% en 2015, en raison des perturbations temporaires de la production de pétrole, des pénuries de devises et, d'une diminution de la production d'électricité. Les tensions inflationnistes sont restées présentes, avec un taux d'inflation moyen annuel de 15,4% en 2016, contre 9,0% en 2015.

En **Afrique du Sud**, la croissance s'est établie à 0,3% en 2016, contre 1,3% en 2015, à cause principalement de la baisse des prix des exportations. L'activité a été marquée par les effets de la baisse des prix des produits de base, la sécheresse dans le secteur agricole et l'offre d'électricité. Les tensions inflationnistes sont restées présentes, avec un taux d'inflation moyen annuel de 6,4% en 2016, contre 4,6% en 2015.

La croissance en zone **CEMAC** a ralenti de 1,6% en 2015 à 0,6 % en 2016, sous l'effet de la baisse des investissements du secteur pétrolier qui a subi l'impact de la chute des prix des hydrocarbures. L'inflation dans la sous-région s'est inscrite à 1,1% en 2016, contre 2,5% en 2015. Les soldes budgétaire et courant se sont dégradés pour s'établir à -5,4 % du PIB et à -11,5 % du PIB respectivement. La situation monétaire s'est soldée par un taux de couverture extérieure de la monnaie de 56,81 % à fin décembre 2016. Tenant compte de cette conjoncture, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale a maintenu une politique monétaire accommodante.

SECTION II.- EVOLUTION DES PRINCIPAUX MARCHES DES CHANGES

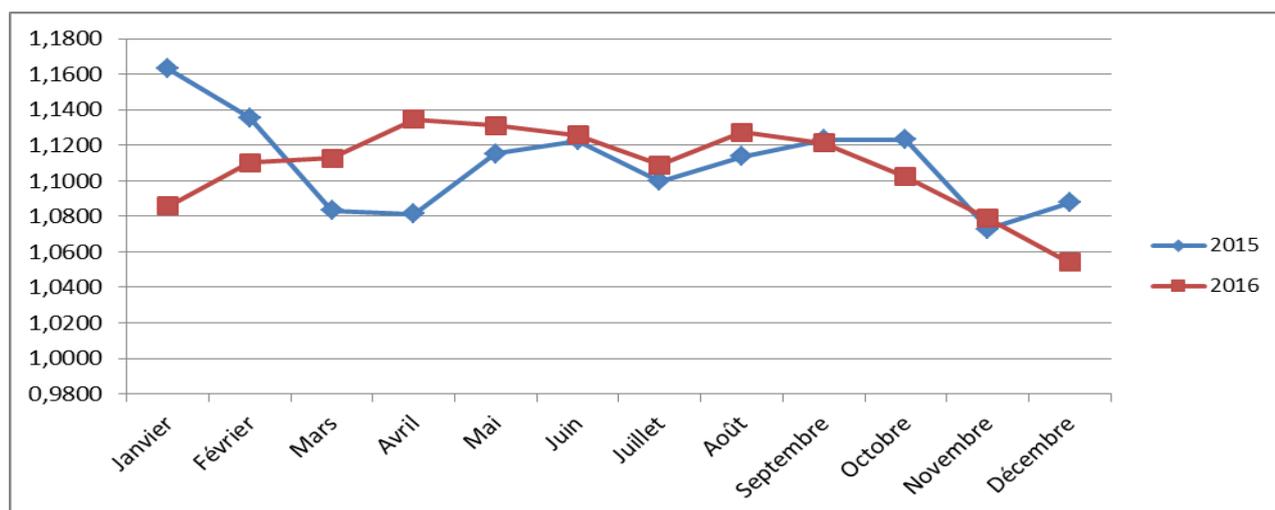
A.- Marché des changes

Sur le marché des changes en 2016, en glissement annuel, le Franc CFA s'est déprécié par rapport au dollar, notamment en raison de son rattachement à la monnaie unique européenne.

En effet, en glissement annuel, l'euro s'est déprécié par rapport au dollar sous l'effet des mesures dites d'assouplissement quantitatif prises par la Banque Centrale Européenne.

Ainsi, le taux de change entre l'Euro et le Dollar américain a été de 1,0541 dollar pour un euro à fin décembre 2016, contre 1,0876 dollar pour un euro à la même période un an plus tôt.

Graphique 1 : Evolution du taux de change euro/dollar en 2015 et 2016



Source : Reuters et salle de marchés de la BEAC.

SECTION III. – MARCHES INTERNATIONAUX DES MATIERES PREMIERES

En 2016, les cours des matières premières et des principaux produits de base se sont améliorés en 2016, tout en restant faibles, du fait de l'accord conclu par les principaux pays exportateurs pour réduire l'offre, la vigueur de l'investissement dans les infrastructures et l'immobilier en Chine et les anticipations d'un assouplissement de la politique budgétaire aux Etats-Unis. Des conditions atmosphériques peu favorables ont exercé des pressions à la hausse sur les prix des denrées alimentaires.

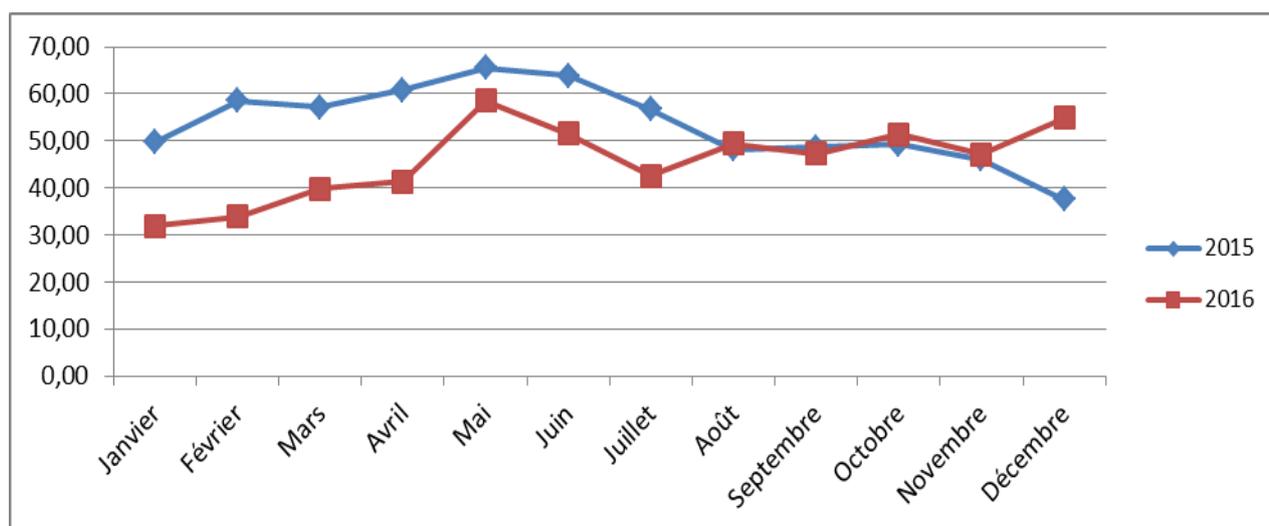
En 2016, l'indice des prix des principaux produits de base hors pétrole est ressorti en baisse de 2,7% en 2016, contre une diminution de 17,5% enregistrée au cours de l'année 2015.

L'évolution des cours des principales matières premières exportées par la **Guinée Equatoriale** ainsi que les perspectives à court terme se sont présentés comme ci-après.

A.- Pétrole

En 2016, les cours moyens du baril de Brent se sont orientés à la hausse en raison des pressions sur l'offre. Ainsi, les cours mondiaux moyens mensuels du pétrole se sont établis à 54,95 dollars le baril, contre 37,54 dollars le baril à fin décembre 2015, soit une hausse de 46,4% en glissement annuel.

Graphique 2 : Evolution du cours de pétrole en 2015 et 2016



Source : Reuters et salle des marchés de la BEAC

B.- Bois tropicaux

En 2016, les prix des bois tropicaux ont suivi une tendance contrastée. Les prix des bois de grumes en moyenne annuelle se sont situés à 274,4 dollars le mètre cube en 2016, contre 246,0 dollars le mètre cube en 2015, soit une hausse de 11,5%. Sur la même période, les prix des bois transformés sont passés de 833,3 dollars le mètre cube en 2015 à 738,9 dollars le mètre cube en 2016, soit une baisse de 11,3%.

SECTION IV.- EVOLUTION ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE LA CEMAC

En zone **CEMAC**, la croissance s'est établie à 0,6% en 2016, contre 1,6% en 2015, suite à l'impact de la chute des prix des produits pétroliers. L'inflation dans la sous-région serait contenue en-dessous de la norme communautaire à 1,1% en 2016. Les soldes budgétaire et courant se dégraderaient à -5,4% du PIB et -11,5% du PIB respectivement. La situation monétaire s'est soldée par un taux de couverture extérieure de la monnaie de 56,81% à fin décembre 2016.

PREMIERE PARTIE :

**CONJONCTURE DE L'ECONOMIE
NATIONALE**

INTRODUCTION

La situation économique de la Guinée Equatoriale en 2016 s'est caractérisée par un environnement marqué: (i) au plan externe, par la baisse du cours moyen annuel du pétrole brut équato-guinéen à 39,0 dollars/baril en 2016, contre 47,0 dollars/baril en 2015 et la dégradation des termes de l'échange¹ (-5,4%) ; (ii) au plan interne, par une baisse de 15,7% de la production de pétrole brut² et de 26,7% des dépenses en capital de l'Etat, suite à la décélération de la politique des grands travaux publics. Par ailleurs, les exportations du gaz ont augmenté de 7,2% et le dynamisme de la branche des services s'est amélioré.

SECTION I. EVOLUTION DU SECTEUR REEL

L'évolution des agrégats macro-économiques du secteur réel en 2016 s'est caractérisée par la dégradation des agrégats macro-économiques du secteur réel, en raison d'une croissance économique négative grevée par le repli de la production et des exportations du pétrole brut dans un contexte de diminution des prix de matières premières, et de la contraction de la demande intérieure expliquée par la baisse de la consommation et des investissements du secteur pétrolier et gazier.

Selon les réalisations de la BEAC pour 2016³, le taux de croissance économique est resté à nouveau négatif pour la deuxième année consécutive à 6,0%, après avoir été négatif de 9,5% en 2015. Le PIB au prix constants du marché s'est établi à 6 299,2 milliards de FCFA en 2016, contre 6 701,8 milliards de FCFA en 2015, avec proportionnellement 50,1% provenant du secteur pétrolier et 49,9% du secteur non-pétrolier.

A - EVOLUTION DE LA DEMANDE GLOBALE

A.1.- La demande intérieure

En 2016, La demande intérieure a contribué négativement à la croissance de 12,3 points, contre une contribution toujours négative de 29,1 points en 2015, sous l'effet de l'influence négative de la consommation (5,5 points) et des investissements bruts (6,8 points). En effet, la consommation privée a obéré la croissance de 8,9 points et les investissements aussi bien publics que privés ont contribué négativement à la croissance de 3,4 points respectivement.

L'évolution des différentes composantes de la demande intérieure s'est présentée ainsi qu'il suit:

¹ Rapport entre prix des exportations et prix des importations. Une dégradation des termes de l'échange de 5,4% signifie que la croissance de prix des exportations est de 5,4% moins forte que celle des importations. Cela veut dire, qu'il faut vendre davantage des marchandises pour obtenir le même pouvoir d'achat en marchandises importées.

² Il s'agit de la production annuelle du pétrole brut équato-guinéen.

³ En juin 2016, l'INEGE a validé et publié les Comptes Nationaux 2006-2013, par conséquent la BEAC a procédé au changement de l'année de base qui passe de 1985 à 2006.

La **consommation globale** a obéré la croissance de 5,5 points en 2016, contre une contribution négative de 17,3 points en 2015, sous l'effet notamment de la consommation privée qui a grevée la croissance de 8,9%, malgré la légère contribution positive de la consommation publique de 3,4 points en 2016.

Les **investissements bruts** ont contribué négativement à la croissance de 6,8 points en 2016, contre une contribution toujours négative de 11,8 points en 2015.

Ainsi, les **investissements publics** ont pesé sur la croissance de 3,4 points en 2016, en liaison avec la baisse des dépenses en capital de l'Etat de 26,7% entre 2015 et 2016. Cette baisse est consécutive à l'ajustement budgétaire de l'Etat dans un contexte de baisse des prix des hydrocarbures, et l'amorçage de la deuxième phase du Programme National de Développement Economique et Social de la Guinée Equatoriale à l'horizon 2020, l'objectif étant d'asseoir les bases de l'émergence et de la diversification économique. Selon les données budgétaires de l'Etat pour 2016, les dépenses en capital ont atteint 1 201,0 milliards de FCFA, en recul de 26,7% par rapport aux réalisations de 1 646,8 milliards de FCFA en 2015.

De même, les **investissements privés** ont obéré la croissance de 3,4 points en 2016, contre 6,7 points en 2015, en relation avec la baisse des investissements du secteur pétrolier, grevant la croissance de 1,0 point. En effet, la baisse des cours internationaux de pétrole a freiné les projets d'exploration et de développement de nouveaux champs, malgré le lancement des Appels d'Offres Internationaux en 2016 pour l'exploration de 37 nouveaux blocs pétroliers en Guinée Equatoriale.

A.2.- La demande extérieure nette

L'apport de la **demande extérieure nette** à la croissance en 2016 a été de 6,2 points, contre un apport de 19,6 points en 2015. Ainsi, les exportations de biens et services ont contribué négativement de 3,3%, et les importations de biens et services ont contribué positivement de 9,6%.

Tableau 2: Contribution de la demande à la croissance réelle (en pourcentage)

	2015	2016
	Estim.	Estim.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	-9,50%	-6,00%
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	-29,10%	-12,30%
Consommation	-17,30%	-5,50%
Publique (Etat)	-1,60%	3,40%
Privée	-15,70%	-8,90%
Investissements bruts	-11,80%	-6,80%
Formation brute de capital fixe	-11,80%	-6,80%
Publics	-5,20%	-3,40%
Privée (Entreprises, ménages et autres)	-6,70%	-3,40%
dont Secteur pétrolier	-2,20%	-1,00%
dont Secteur non pétrolier	-4,50%	-2,40%
Variations des stocks	0,00%	0,00%
EXPORTATIONS NETTES	19,60%	6,20%
Exportations de biens et services non facteurs	-4,20%	-3,30%
Biens	...	...
Pétrole brut	...	...
Autres	...	...
Services non facteurs	...	...
Importations de biens et services non facteurs	23,90%	9,60%
Biens	...	...
Secteur pétrolier	...	...
Autres	...	...
Services non facteurs	...	...

Source : Administrations nationales et BEAC

B - ANALYSE SECTORIELLE DE L'OFFRE

S'agissant de l'offre, le secteur primaire et secondaire a contribué négativement à l'activité économique en 2016, en raison de la diminution annuelle de la production pétrolière malgré l'amélioration de la production de gaz, et la réduction du secteur BTP. Cependant, le secteur tertiaire s'est amélioré, tiré notamment par les branches *commerce* et *restauration, transport et télécommunications* et dans une moindre mesure *l'administration publique*.

B.1.- Secteur primaire

Les données de la BEAC pour 2016 ont établi une contribution négative à la croissance réelle du secteur primaire de 5,9 points en 2016, contre une contribution négative de 2,6 points en 2015. Son poids dans le produit intérieur brut de la Guinée Equatoriale s'est situé à 36,3% en 2016, contre 40,0% en 2015 en liaison avec la diminution de la production et du prix de pétrole brut.

B.1.1.- Les cultures vivrières

En 2016, la contribution à la croissance réelle des cultures vivrières et de subsistance a été de nouveau nulle. En effet, ce secteur d'activité était principalement animé par les champs pilotes créés par le Gouvernement depuis 2009, afin de permettre aux paysans d'apprendre les mécanismes de production de certaines cultures et de s'organiser pour la production en masse et la commercialisation de ces produits. Il ressort des données actualisées sur le secteur au 31 décembre 2016, que les champs pilotes sont en état d'abandon.

Selon l'Institut en charge de la promotion agricole (INPAGE), le budget de fonctionnement de l'Institut au titre de l'exercice 2016 n'a pas été augmenté par le Parlement, et par conséquent ce budget n'a pas permis de couvrir les principaux postes de fonctionnement de cet organe.

Par conséquent, l'évolution à court terme de ce secteur dépendra des nouvelles orientations du nouveau Ministère en charge de l'Agriculture et de l'Alimentation. Ce dernier a réalisé un recensement des associations des agriculteurs, afin de mieux cerner les besoins.

Par ailleurs, l'Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a initié un projet de création de coopératives dont l'objectif est d'accompagner les associations d'agriculteurs dans la formalisation de leurs activités et la transformation des produits. Ce projet suit son cours, et les résultats sont attendus.

B.1.2.- Les cultures de rente

a)- Le Cacao

La campagne agricole correspondante à la période 2015/2016 a été lancée en septembre 2015. Les prix d'achat au planteur du cacao déterminés ont été : grade I, 1.010 FCFA/kg, grade II, 900 FCFA/kg et grade III, 450 FCFA/kg.

S'agissant des données d'exportation et production du cacao sur le territoire national, la Chambre de Commerce de Bioko a indiqué que dans la partie Insulaire, les quantités produites durant la campagne 2015/2016 se sont élevées à 588 tonnes, contre 668 tonnes atteintes lors de la campagne précédente, soit une baisse de 11,97%.

Concernant la partie Continentale, aucune production n'a été enregistrée en 2016, en raison de l'état d'abandon des champs.

Tableau 3: Production de Cacao pour la campagne de 2015/2016 (en tonnes)

Période	Volume mensuel (en tonnes)			Volume cumulé (en tonnes)		
	14/15 (1)	15/16 (2)	Variation (2/1)	14/15	15/16	Variation (4/3)
Octobre	100	97	-3,0	100	97	-3,0
Novembre	150	150	0,0	250	247	-1,2
Décembre	100	91	-9,0	350	338	-3,4
Janvier	318	250	-21,4	668	588	-12,0

Source : Chambre de Commerce Agricole de Bioko

Tableau 4 : Exportations du Cacao pour la campagne 2015/2016 (en millions de FCFA)

Période	Volume mensuel (en millions)			Volume cumulé (en millions)		
	14/15(1)	15/16 (2)	Varation (2/1)	14/15 (3)	15/16 (4)	Variation (4/3)
Octobre	283	125	-55,8	283	125	-55,8
Novembre	84	188	123,8	367	313	-14,7
Décembre	60	125	108,3	427	438	2,6
Janvier	246	314	27,6	673	752	11,7

Source : Chambre de Commerce Agricole de Bioko

b)- Le Café

L'apport à la croissance de la culture du café est resté insignifiant en 2016, en dépit du lancement de la campagne agricole en octobre 2016 qui n'a quasiment pas affecté la production du café qui a continué de diminuer. En effet, selon le décret de lancement de la campagne agricole 2015/2016, le prix du café grade I a été fixé à 350 FCFA/kg, celui du grade II à 250 FCFA/kg et enfin, le café coque à 200 FCFA/kg. Par ailleurs, l'entité en charge de la promotion agricole (INPAGE) a expliqué qu'elle ne disposait pas des moyens suffisants pour apporter une assistance aux producteurs de café.

c)- La noix de coco

En 2016, la production et la commercialisation des noix de coco se sont poursuivies dans la zone côtière de la Région Continentale. Cependant aucune statistique n'est disponible sur cette activité. Ainsi, les responsables d'INPAGE ont continué d'assurer l'existence des associations et des personnes physiques spécialisées dans la commercialisation de ce produit.

B.1.3.- L'élevage

En 2016, la contribution à la croissance réelle de l'élevage est restée à nouveau insignifiante. Cependant, l'activité a été marquée au cours de l'année par l'apparition de la grippe aviaire au pays voisin le Cameroun. Les autorités Equato-guinéennes se sont mobilisées pour protéger les frontières de l'entrée des volailles infectées, en promulguant l'Ordre Ministériel n°1, du 28 mai 2016 portant l'interdiction d'entrée des volailles et dérivés provenant du Cameroun, du Gabon et de tous les pays affectés par la Grippe aviaire.

Par ailleurs, au niveau des principales fermes du pays, il a été recensé les fermes d'Asok (Mongomo), d'Abama (Nsork) et de Nsung (Añisok). Ainsi, la production des œufs de ces principales fermes (Asok, Abama et Nsung) s'est située à 12.100 œufs/jour (404 alvéoles par jour) au 31 décembre 2016, contre 15 380 œufs/jour (513 alvéoles par jour) un an auparavant, soit une réduction de 21,3%, influencée par l'arrivée à maturité de la gamme de volailles existantes à Asok, la plus grande ferme du pays. Il a été recommandé que pour un accroissement du niveau de production, les volailles soient remplacées très rapidement par d'autres.

En outre, certains responsables des fermes se sont inquiétés des perspectives de leurs activités, en raison des difficultés dans l'approvisionnement et le coût des aliments importés des volailles et de la disponibilité de médecins vétérinaires. Mais cette situation devrait être résolue par la construction de l'usine de fabrication de tourteaux et d'aliments de bétail de la ferme d'Asok à Ebomicou (Nsork). Cependant, l'absence de la principale matière première qui est le maïs a entravé le fonctionnement de l'usine.

B.1.4.- La sylviculture

La contribution de cette branche d'activité à la croissance en 2016 est restée insignifiante à 0,1 point. Les données au 31 décembre 2016 fournies par la Délégation Régionale de Forêt ont indiqué que le volume de la production de bois en grume a augmenté de 16,2% en l'intervalle d'un an, passant de 561,4 milliers de m³ en 2015 à 652,2 milliers de m³ un an plus tard.

Par ailleurs, le respect du **décret numéro 61/2007 du 13 septembre 2007** qui fixe un plafond d'exploitation de bois à 450,0 milliers de m³ par an en Guinée Equatoriale est à nouveau mis en cause pour la deuxième année consécutive. En 2015, le dépassement par rapport au décret était de 24,8% (561,3 milliers de m³), et celui de 2016 a atteint 44,9% (652,2 milliers de m³), en liaison avec le faible contrôle des équipes sur le terrain.

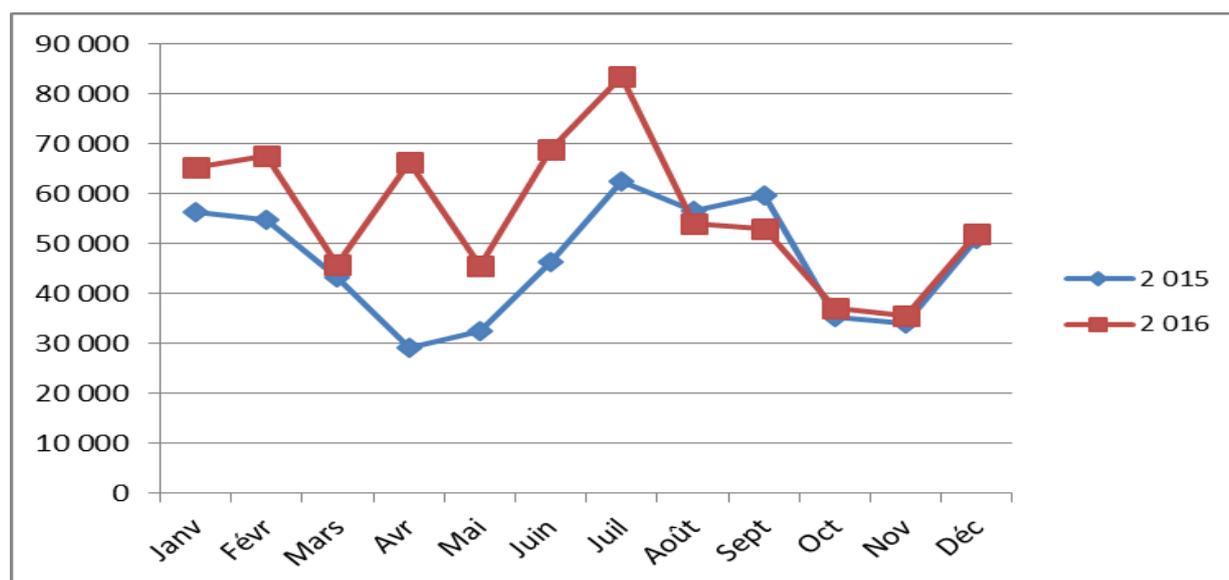
Pour pallier à cette situation, le Ministère de tutelle a effectué les travaux de modification de la loi forestière en vigueur, qui restent en instance de validation au Parlement. Cette nouvelle loi met l'accent sur le volume de bois en grume à exploiter par société et par essence.

Tableau 5 : Production de bois en 2015/2016 (volume en mètres cubes)

Période	Volume mensuel			Volume cumulé		
	2 015	2 016	%	Cumul 2015	Cumul 2016	%
Janvier	56 188	65 343	16,3	56 188	65 343	16,3
Février	54 822	67 601	23,3	111 010	132 944	19,8
Mars	43 268	45 722	5,7	154 278	178 666	15,8
Avril	29 257	66 194	126,3	183 535	244 860	33,4
Mai	32 483	45 622	40,4	216 018	290 482	34,5
Juin	46 279	68 883	48,8	262 297	359 365	37,0
Juillet	62 410	83 325	33,5	324 707	442 690	36,3
Août	56 680	53 956	- 4,8	381 387	496 646	30,2
Septembre	59 687	52 956	- 11,3	441 074	549 602	24,6
Octobre	35 381	37 000	4,6	476 455	586 602	23,1
Novembre	33 929	35 596	4,9	510 384	622 198	21,9
Décembre	50 996	51 958	1,9	561 380	674 156	20,1

Source : OCIEF et Délégation Régionale d'Agriculture et Forêts

Graphique 3 : Production du bois en grume (Volume en mètres cubes)

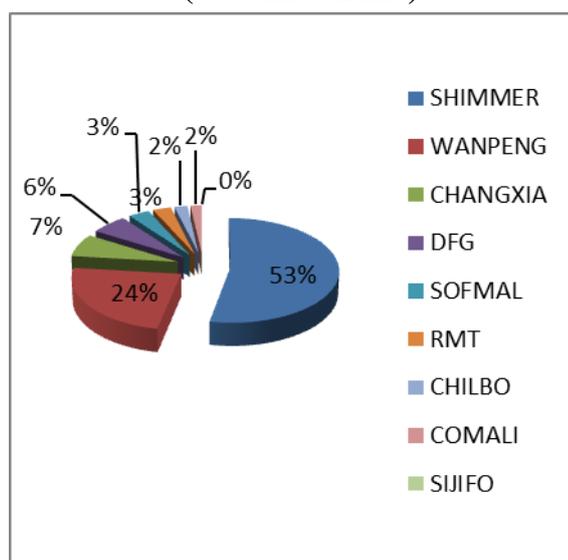


Source : Délégation Régionale des Forêts

Pour ce qui est des exportations du bois en grume, le volume total exporté a augmenté de 48,9%, passant de 394,8 milliers de m³ à fin décembre 2015 à 588,1 milliers de m³ à fin décembre 2016. Par contre, la valeur des exportations de bois représente 35,1 milliards de FCFA en 2016, contre 107,5 milliards de FCFA en 2015, en lien avec la qualité de bois exporté et la baisse des prix du bois à l'international. Ainsi, la moyenne des prix de bois exportée en 2016 s'est située à 59,7 milliers de FCFA/m³, contre 272,4 milliers de FCFA/m³ en 2015.

Graphique 4 :

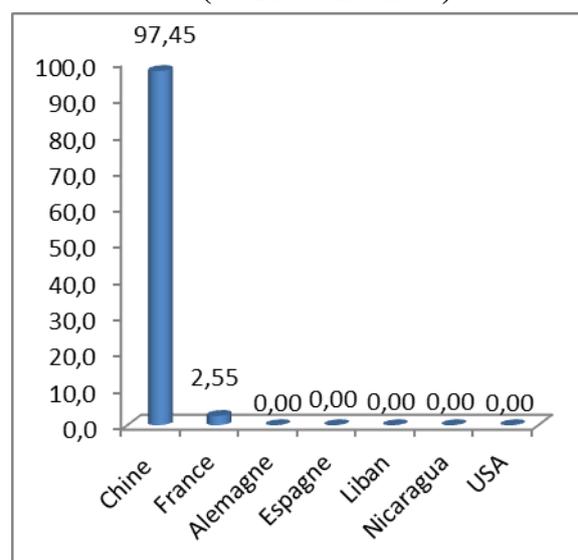
Exportation du bois en grume par société (Volume en m3)



Source : Délégation Régionale d'Agriculture et Forêts

Graphique 5 :

Exportation du bois en grume par pays (Variation en %)



Source : Délégation Régionale d'Agriculture et Forêts

B.1.5.- La Pêche

Malgré les 314 000 km² d'espace maritime dont dispose la Guinée Equatoriale, la contribution à la croissance de ce secteur est restée insignifiante en 2016. Selon le Ministère en charge du secteur, la production de poisson se maintient en-dessous de 500 tonnes par an, alors que la demande est estimée à 8 000 tonnes par an. Face à cette situation, le ministère en charge de la pêche a lancé un projet d'augmentation du nombre des pêcheurs artisanaux, avec pour objectif d'atteindre 1 000 groupements de pêcheurs, au lieu de 175 groupements actuellement.

B.1.6.- Les Mines

L'activité minière reste sous exploitée, mais de nombreux travaux se réalisent dans ce secteur. Après l'élaboration des cartes minéralogiques, géologiques et topographiques par les sociétés canadiennes et ukrainiennes dans la partie continentale du pays, le territoire a été subdivisé en blocs d'exploitation de minerais d'une superficie de 16 km² chacun. De nombreux contrats d'explorations de bauxite, d'or et autres minerais sont en cours d'exécution. Les résultats ainsi obtenus permettront à terme de déterminer dans le futur le type d'exploitation nécessaire dans le pays (industrielle, semi-industrielle ou artisanale) et de l'intérêt de la création d'une Société Nationale de Mines.

B.1.7.- Le Pétrole

Cette branche a obéré la croissance de 5,6 points en 2016, en liaison avec la réduction annuelle de la production du pétrole brut de 15,7% et la chute des prix des

hydrocarbures de 16,9% (le prix du pétrole équato-guinéen s'est situé à 39,0 dollars/baril en 2016, contre 47,0 dollars/baril en 2015).

Tableau 6: Production total cumulée de pétrole brut en 2015/2016 (volume en barils)

Période	Volume mensuel en barils			Volume cumulé en barils		
	2 015	2 016	%	Cumul 2015	Cumul 2016	%
Janvier	8 084 952	6 392 878	- 20,9	8 084 952	6 392 878	- 20,9
Février	6 946 719	6 541 392	- 5,8	15 031 671	12 934 270	- 14,0
Mars	7 481 030	6 821 616	- 8,8	22 512 701	19 755 886	- 12,2
Avril	6 840 885	6 355 487	- 7,1	29 353 586	26 111 373	- 11,0
Mai	7 559 771	6 319 934	- 16,4	36 913 357	32 431 307	- 12,1
Juin	7 220 015	5 980 319	- 17,2	44 133 372	38 411 626	- 13,0
Juillet	7 409 499	6 137 128	- 17,2	51 542 871	44 548 754	- 13,6
Aout	7 743 846	6 202 565	- 19,9	59 286 717	50 751 319	- 14,4
Septembre	7 058 154	6 128 685	- 13,2	66 344 871	56 880 004	- 14,3
Octobre	7 568 049	6 002 444	- 20,7	73 912 920	62 882 448	- 14,9
Novembre	7 255 555	5 622 879	- 22,5	81 168 475	68 505 327	- 15,6
Décembre	7 282 635	6 021 481	- 17,3	88 451 110	74 526 808	- 15,7

Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures

Ainsi, la production par société en 2016 s'est présentée comme suit :

La production d'Exxon-Mobil (35,69% du total) a diminué de 11,59%, pour se situer à 72 892,24 barils/jour en 2016, contre 82 444,19 barils/jour douze mois plus tôt. Celle de Marathon (17,40 % du total) s'est située à 35 542,62 barils/jour en 2016, contre 33 595,73 barils/jour en 2015, soit une hausse de 5,80%. Celle de la société Amerada HESS (24,22% du total) s'est située à 49 476,27 barils/jour en 2016, contre 63 445,85 barils/jour en 2015, soit une baisse de 22,02%. Enfin, la production de Noble Energy (22,68% du total) est revenue à 46 326,11 barils/jour en 2016, contre 62 846,24 barils/jour en 2015, soit une diminution de 26,29%.

En somme, la production journalière moyenne du pétrole brut de la Guinée Equatoriale en 2016⁴ est revenue à 204 237,24 barils/jour en 2016, contre 242 331,81 barils/jours en 2015, soit une baisse de 15,72%. Malgré la baisse généralisée de tous les champs pétroliers, le pays regorge d'immenses réserves d'or noir. Ainsi, les sociétés Total, Chevron et Kosmos Energy viennent de proposer au Ministère des Mines de récupérer les blocs K et W, propriété de la société PanAtlantic, qui est en manque de ressources financières pour continuer les opérations.

Par ailleurs, la Guinée Equatoriale a adressé une demande officielle d'adhésion à l'OPEP. L'entrée à cette organisation aurait impliqué une réduction de la production journalière de plus de 12 000 barils/jour, du fait de l'application de la stratégie de production adoptée par tous les adhérents de cette organisation.

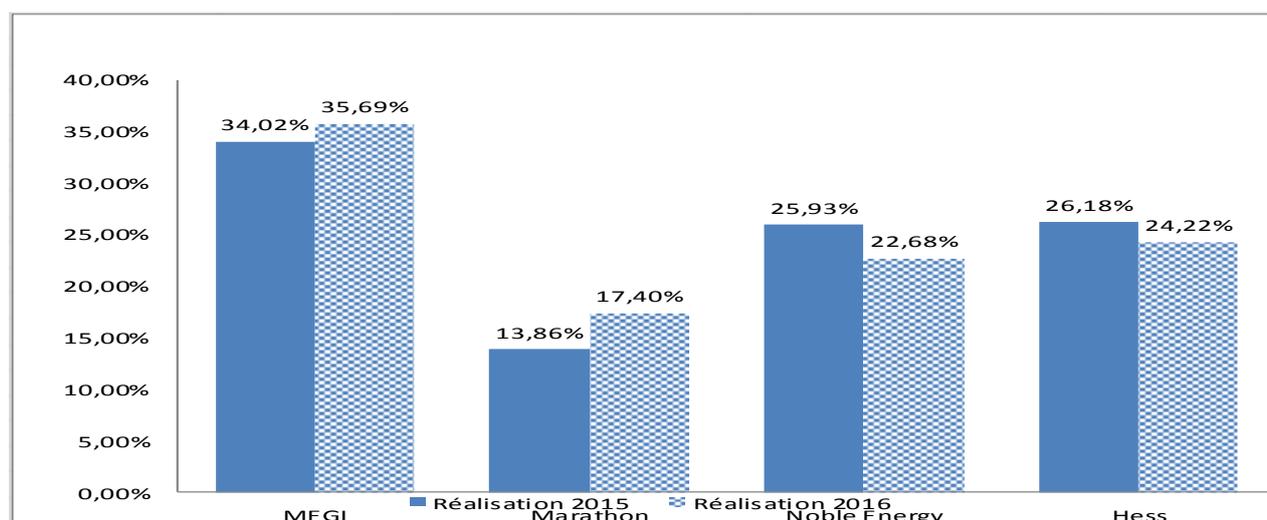
⁴ Il s'agit des réalisations de la production pétrolière en 2016 communiquées par le Ministère des Mines et d'Hydrocarbures

Tableau 7: Exportation total cumulée de pétrole brut en 2015/2016 (volume en barils)

Période	Volume mensuel en barils			Volume cumulé en barils		
	2 015	2 016	%	2015	2016	%
Janvier	8 296 401	5 583 563	- 32,7	8 296 401	5 583 563	- 32,7
Février	5 924 624	6 930 089	17,0	14 221 025	12 513 652	- 12,0
Mars	8 257 629	7 160 669	- 13,3	22 478 654	19 674 321	- 12,5
Avril	7 051 788	6 473 228	- 8,2	29 530 442	26 147 549	- 11,5
Mai	7 457 959	6 163 977	- 17,4	36 988 401	32 311 526	- 12,6
Juin	7 172 728	7 210 563	0,5	44 161 129	39 522 089	- 10,5
Juillet	6 560 300	4 683 079	- 28,6	50 721 429	44 205 168	- 12,8
Aout	7 554 277	6 701 059	- 11,3	58 275 706	50 906 227	- 12,6
Septembre	7 797 939	5 713 479	- 26,7	66 073 645	56 619 706	- 14,3
Octobre	7 883 160	5 414 462	- 31,3	73 956 805	62 034 168	- 16,1
Novembre	6 181 674	4 945 175	- 20,0	80 138 479	66 979 343	- 16,4
Décembre	7 807 630	7 589 880	- 2,8	87 946 109	74 569 223	- 15,2

Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures

Graphique 6 : Part des exploitants dans la production du pétrole brut en 2015/2016



Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures

B.2.- Secteur secondaire

Selon les données de la BEAC, pour l'année 2016 il en ressort que le secteur secondaire a été le dernier en termes d'importance dans l'économie équato-guinéenne (26,7% du PIB), derrière le secteur primaire. La contribution de ce secteur à la croissance est restée négative de 2,1 points, induite par le recul de la branche des BTP, malgré la contribution positive du gaz, contre une contribution négative de 7,5 points en 2015.

B.2.1.- Gas Naturel Liquéfié, Méthanol & autres gaz

Pour 2016, les exportations annuelles de la branche « *méthanol et autres gaz* » ont augmenté de 7,1% en 2016. En effet, les chiffres communiqués par le Ministère des Mines et Hydrocarbures correspondant à l'année 2016 ont montré que les exportations cumulées de gaz (LNG, méthanol, butane et propane) se sont situés à 47,21 millions de barils équivalent pétrole au 31 décembre 2016, contre 44,0 millions de barils équivalent pétrole exportés dans la même période de l'année précédente.

Tableau 8: Exportation totale cumulée de gaz en 2015/2016 (volume en barils)

Période	Volume mensuel en barils			Volume cumulé en barils		
	2 015	2 016	%	2 015	2 016	%
Janvier	3 781 443	1 718 249	-54,6	3 781 443	1 718 249	-54,6
Février	3 006 093	3 159 787	5,1	6 787 536	4 878 036	-28,1
Mars	3 686 228	4 282 546	16,2	10 473 764	9 160 582	-12,5
Avril	2 749 980	3 126 651	13,7	13 223 744	12 287 233	-7,1
Mai	3 453 974	4 235 513	22,6	16 677 718	16 522 746	-0,9
Juin	3 320 818	4 087 673	23,1	19 998 536	20 610 419	3,1
Juillet	3 483 055	4 389 770	26,0	23 481 591	25 000 189	6,5
Août	4 385 051	4 425 429	0,9	27 866 642	29 425 618	5,6
Septembre	3 194 276	4 392 696	37,5	31 060 918	33 818 314	8,9
Octobre	5 174 146	4 102 417	-20,7	36 235 064	37 920 731	4,7
Novembre	3 219 999	4 332 902	34,6	39 455 063	42 253 633	7,1
Décembre	4 578 304	4 956 734	8,3	44 033 367	47 210 367	7,2

Source : Ministère des Mines et des Hydrocarbures

B.2.2- Les industries

La contribution à la croissance des industries manufacturières a été de 0,2 point, grâce à l'augmentation des activités des entreprises de boissons alcoolisées et non alcoolisées, notamment Sociedad Ecuatoguineana de Bebidas (SOEGUIBE) et d'ENBASA, ainsi que des industries forestières.

A l'initiative de la Direction Générale des Industries, au cours de l'année 2016, une campagne de promotion des produits nationaux a été menée afin que les produits de fabrication équato-guinéenne portent l'insigne « MEG (Made in Equatorial Guinea) ». L'objectif étant de promouvoir la consommation nationale, afin de favoriser la diversification de l'économie lancée en 2012. Ainsi, ce distinctif a déjà commencé à être utilisé par les fabricants d'eau minérale et de boissons alcoolisées et gazeuses.

Dans le même sens, le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises a lancé le projet de guichet unique de création d'entreprises dans la République de Guinée Equatoriale dans le but de favoriser la diversification de l'économie.

a) Les industries forestières

La contribution des industries forestières à la croissance est restée faible à 0,1 point en 2016, comme en 2015. Cependant, le volume total de bois transformé et exporté, toute essence confondue, s'est situé à 8 312 m³ en 2016, contre 5 694 m³ en 2015, soit une hausse de 45,9% en liaison avec l'augmentation de la transformation des sociétés SOFMAL et CHILBO, après l'arrêt temporaire de la transformation de bois de la société SHIMMER à Ovinga, du fait de l'absence d'une pièce mécanique.

Ainsi, la principale destination du bois transformé par les sociétés forestières est l'Asie, en raison des difficultés rencontrées pour la vente vers l'Occident. En effet, la plus part des sociétés forestières Equato-guinéennes ne possèdent pas des certificats requis pour commercialiser le bois en Occident.

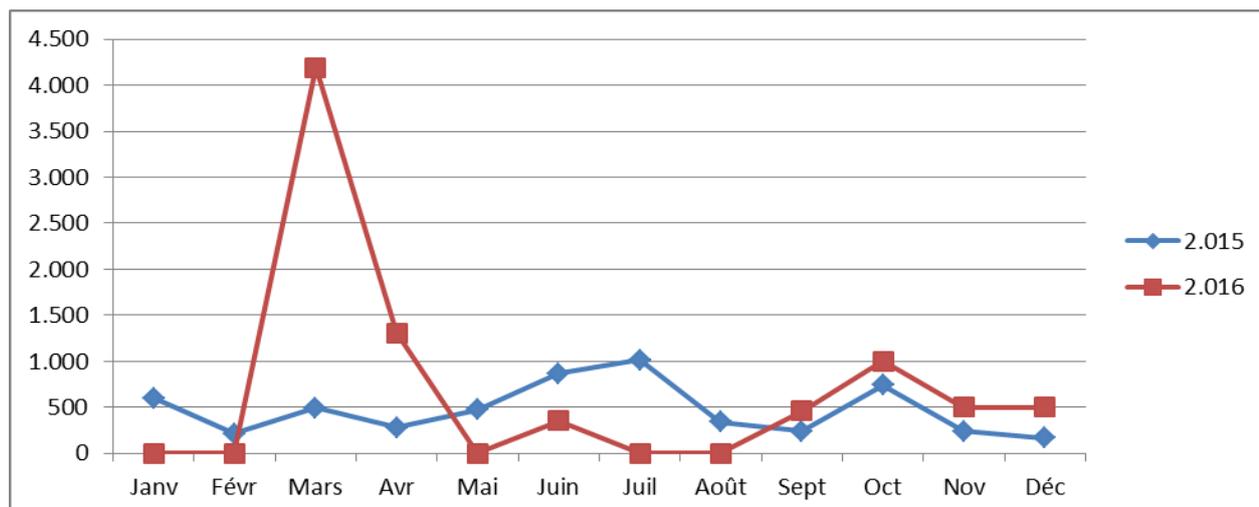
Par ailleurs, il est à signaler que le Gouvernement n'a aucune mesure de contrôle du prix à l'international du bois. Ce sont les sociétés exportatrices qui déclarent directement auprès du Gouvernement le volume de bois exporté ainsi que les prix de vente de chaque essence. L'entité en charge du contrôle et information sur les espèces forestières (OCIPEF) tente de regagner son rôle de contrôle en suivant les fluctuations des cours mondiaux des bois par essence.

Tableau 9 : Exportation de bois transformé en 2015/2016 (volume en mètres cubes)

<i>Période</i>	Volume mensuel en metres cubes			Volume cumulé en metres cubes		
	2 015	2 016	%	2 015	2 016	%
Janvier	604	0	-100,0	604	0	-100,0
Février	217	0	-100,0	821	0	-100,0
Mars	497	4 191	743,3	1 318	4 191	218,0
Avril	283	1 309	362,5	1 601	5 500	243,5
Mai	475	0	-100,0	2 076	5 500	164,9
Juin	866	352	-59,4	2 942	5 852	98,9
Juillet	1 017	0	-100,0	3 959	5 852	47,8
Août	343	0	-100,0	4 302	5 852	36,0
Septembre	239	460	92,5	4 541	6 312	39,0
Octobre	743	1 000	34,6	5 284	7 312	38,4
Novembre	239	500	109,2	5 523	7 812	41,4
Décembre	170	500	194,1	5 693	8 312	46,0

Source : Délégation Régionale des Forêts

Graphique 7 : Exportations du bois transformé en 2015 et 2016



Source : Délégation Régionale des forêts

b) les industries manufacturières

➤ Les activités de brasserie

La production des bières a augmenté de 57,7% passant de 95 815 hectolitres de bières en 2015 à 151 089 hectolitres de bières un an plus tard. Cette embellie était due à la relance des activités de production et l'adoption d'une nouvelle politique commerciale menée par la Direction de SOEGUIBE, qui a consisté à l'ouverture de plusieurs entrepôts avec pour objectif l'attrait de nouveaux consommateurs. Cependant, contrairement à la production des bières, celle de boissons sucrées a diminué de 15,0%, revenant à une production de 84 885 hectolitres en 2016, contre 99 816 hectolitres en 2015. Selon les responsables du secteur, la concurrence « déloyale » des sociétés importatrices des boissons sucrées expliquerait cette diminution.

Tableau 10 : Production totale de boissons en 2015/2016 (volume en hectolitres)

Période	Volume mensuel en hectolitres			Volume mensuel en hectolitres		
	2 015	2 016	%	2 015	2 016	%
Janvier	5 751	9 409	63,6	8 221	7 935	-3,5
Février	13 079	16 212	24,0	15 432	15 522	0,6
Mars	20 076	28 389	41,4	23 405	23 900	2,1
Avril	27 185	39 990	47,1	33 759	29 193	-13,5
Mai	34 023	52 715	54,9	45 209	38 739	-14,3
Juin	44 348	64 452	45,3	51 590	46 910	-9,1
Juillet	50 946	76 925	51,0	60 840	54 028	-11,2
Août	59 889	93 823	56,7	70 981	59 095	-16,7
Septembre	68 716	103 202	50,2	79 207	62 821	-20,7
Octobre	76 039	121 159	59,3	86 033	71 908	-16,4
Novembre	84 562	135 108	59,8	92 335	79 314	-14,1
Décembre	95 815	151 089	57,7	99 816	84 885	-15,0

Source : SOEGUIBE

➤ *Les industries de matériel de construction (la cimenterie)*

L'activité de la fabrication du ciment a repris depuis janvier 2016, après un an d'inactivité, en raison d'une panne technique de l'usine. Ainsi, la quantité totale de ciment produit au 31 décembre 2016 s'est élevée à 22 662 tonnes. Le principal problème de cette société, excepté la baisse des activités de construction, est resté la concurrence des sociétés chinoises, qui importent non seulement pour l'auto consommation, mais aussi pour la vente en détail. Par ailleurs, les perspectives du secteur sont encourageantes, dues à l'avancement des travaux de construction de l'usine de Cimenterie à AKOGA (Kogo), d'une capacité de 1.000.000 tonnes par an.

➤ *Les industries agroalimentaires (usine de fabrication à Ekwameyen)*

La date effective de démarrage des activités de l'usine d'Ekwameyen reste inconnue deux ans après la fin des travaux de construction. La capacité de transformation initiale prévue serait de 60 tonnes de maïs par jour afin de produire l'huile, la farine et les aliments de bétail à base de maïs.

B.2.3.- L'électricité, gaz domestique et eau

La contribution à la croissance de la branche énergie, gaz domestique et eau a été une fois de plus insignifiante en 2016.

S'agissant de l'énergie, les données de la Direction Générale de Société d'Electricité de la Guinée Equatoriale S.A (SEGESA) ont indiqué que la consommation du courant électrique est revenue à 1 297,8 millions de kw/h au 31 décembre 2016, contre 1 327,6 millions de kw/h un an plutôt, soit une diminution de 2,25%.

Tableau 11 : Consommation totale électrique en 2015/2016 (en milliers de KWh)

<i>Période</i>	Consommation mensuelle en KWH			Consommation cumulé en KWH		
	2 015	2 016	%	2 015	2 016	%
Janvier	123 650	107 075	-13,4	123 650	107 075	-13,4
Février	111 407	102 289	-8,2	235 057	209 364	-10,9
Mars	120 373	89 769	-25,4	355 430	299 133	-15,8
Avril	121 170	68 283	-43,6	476 600	367 416	-22,9
Mai	134 873	89 061	-34,0	611 473	456 477	-25,3
Juin	91 914	98 292	6,9	703 387	554 769	-21,1
Juillet	100 000	88 723	-11,3	803 387	643 492	-19,9
Août	93 075	88 655	-4,7	896 462	732 147	-18,3
Septembre	116 822	134 016	14,7	1 013 284	866 163	-14,5
Octobre	116 191	105 109	-9,5	1 129 475	971 272	-14,0
Novembre	120 119	159 527	32,8	1 249 594	1 130 799	-9,5
Décembre	78 018	167 002	114,1	1 327 612	1 297 801	-2,2

Source : Direction Générale de SEGESA

La fourniture de gaz domestique a continué d'augmenter grâce à la mise en service de deux terminaux à gaz à Malabo et à Bata. Le terminal de Bata mis en service en juillet 2016 dispose d'une capacité de production de 4 000 bouteilles par jour. Les prévisions de ventes estimées à 30.000 bouteilles par mois au prix de vente de 8.000 FCFA/bouteille sont restées inférieures aux prévisions de vente de gaz à Malabo, de 45.000 bouteilles en moyenne par mois au prix de 5.000 FCFA. Avant la mise en service de la Centrale à Gaz de Bata, la bouteille de gaz, en provenance du Cameroun et du Gabon, était vendue à 17.000 FCFA.

B.2.4- Les bâtiments et travaux publics (BTP)

En 2016, cette branche a obéré négativement à la croissance de 3,4 points, en raison de la réduction du budget d'investissement public, en liaison avec la diminution des prix du pétrole brut qui affectent le budget de l'Etat. En effet, les dépenses d'investissements auraient été de 1 201,0 milliards de FCFA en 2016, contre 1 646,8 milliards de FCFA de réalisation en, soit une baisse de 26,7%.

B.3.- Secteur tertiaire

En 2016, le secteur tertiaire a contribué à la croissance à hauteur de 1,9 point, contre une contribution de 0,2 point en 2015, influencé par la bonne tenue des services financiers et immobiliers, ainsi que les services pétroliers. Son poids dans l'économie s'est élevé à 37,0%.

B.3.1.- Commerce, restauration et hôtellerie

La contribution des activités du commerce, de la restauration et de l'hôtellerie à la croissance globale a été de 0,9 point en 2016, contre un apport de 1,6 point en 2015. La conjoncture défavorable des activités économiques du pays a mené à la baisse des activités de commerce en général et de la restauration et hôtellerie.

Tableau 12 : Evolution du chiffre d'affaires des grandes sociétés commerciales en millions de FCFA en 2015/2016.

Période	Evolution mensuelle en millions F CFA			Evolution cumulée en millions FCFA		
	2 015	2 016	%	2 015	2 016	%
Janvier	1 399,7	1 237,7	-11,6	1 399,7	1 237,7	-11,6
Février	1 259,7	1 087,6	-13,7	2 659,3	2 325,4	-12,6
Mars	1 342,4	1 126,2	-16,1	4 001,7	3 451,6	-13,7
Avril	1 288,4	1 069,3	-17,0	5 290,1	4 520,9	-14,5
Mai	1 294,2	1 115,4	-13,8	6 584,3	5 636,3	-14,4
Juin	1 378,6	1 009,3	-26,8	7 962,9	6 645,6	-16,5
Juillet	1 346,8	1 001,7	-25,6	9 309,6	7 647,3	-17,9
Août	1 249,4	1 112,5	-11,0	10 559,0	8 759,8	-17,0
Septembre	1 173,9	1 086,2	-7,5	11 732,9	9 845,9	-16,1
Octobre	1 228,1	1 045,7	-14,8	12 961,0	10 891,7	-16,0
Novembre	1 207,6	1 046,7	-13,3	12 961,0	10 891,7	-16,0
Décembre	1 491,4	1 292,5	-13,3	15 660,0	13 230,9	-15,5

Source : *Entreprises commerciales de grande surface*

Concernant le secteur hôtelier, malgré l'ouverture du plus grand complexe hôtelier du pays dans la nouvelle province de Djibloho qui est construit sur une extension de 10 hectares, proposant 452 chambres et 50 villas présidentielles avec une capacité total de 1300 personnes, l'activité de ce secteur a connu une baisse considérable dû à l'impact lié à la fermeture de plusieurs sociétés du secteur BTP implantés dans le pays.

Toutefois, les responsables de ce secteur ont une fois de plus fait part des difficultés rencontrés pour l'obtention d'un visa et ont recommandé à nouveau l'ouverture du pays afin que le secteur soit dynamisé et les investissements dans le secteur hôtelier rentabilisés.

Tableau 13 : Evolution du secteur hôtelier en Guinée Equatoriale en 2015/2016

Période	Nombre total de Lits			Taux d'Occupation			Chiffres d'affaires global		
	2 015	2 016	%	2 015	2 016	%	2015	2016	%
Janvier	9 482	5 833	-38,5	38,5	25,3	-34,3	1715	1 055,0	-38,5
Février	9 109	6 488	-28,8	42,7	27,6	-35,4	1459	1033	-29,2
Mars	10 006	6 008	-40,0	40,7	23,9	-41,3	1380	952	-31,0
Avril	8 677	5 154	-40,6	37,3	21,3	-42,9	1185	970	-18,1
Mai	7 533	6 118	-18,8	32,1	24,1	-24,9	1040	1111	6,8
Juin	10 590	5 409	-48,9	47,0	21,7	-53,8	1904	973	-48,9
Juillet	8 291	4 242	-48,8	34,4	21,0	-39,0	1223	911	-25,5
Août	6 033	3 640	-39,7	23,9	19,8	-17,2	934	1020	9,2
Septembre	5 601	3 523	-37,1	22,6	18,4	-18,6	847	828	-2,2
Octobre	5 819	4 112	-29,3	22,8	19,7	-13,6	896	876	-2,2
Novembre	5 161	6 267	21,4	21,3	29,3	37,6	803	1280	59,4
Décembre	5 098	2 861	-43,9	20,5	15,0	-26,8	883	806	-8,7

Source : Hôtels

3.2.- Trafic aérien

En 2016, selon les données de l'Agence de Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA), le nombre de vols commerciaux dans les aéroports de la Guinée Equatoriale s'est inscrit à la baisse de 23%, passant de 212 410 vols en 2015 à 163 631 vols douze mois plus tard, en liaison avec la diminution des activités économiques en général. Parallèlement au nombre des vols commerciaux, le nombre de passagers a aussi baissé de 6,7% pour se situer à 7,6 millions de passagers en 2016, contre 8,1 millions de passagers douze mois plus tôt.

Tableau 14: Evolution du trafic total aérien en Guinée Equatoriale en 2015/2016

Période	Nombre cumulé de vols commerciaux			Nombre cumulé de passagers			Nombre cumulé de fret		
	2 015	2 016	%	2 015	2 016	%	2015	2016	%
Janvier	3 637	2 042	-43,9	123 037	117 028	-4,9	108	118	9,3
Février	10 000	6 054	-39,5	333 614	320 822	-3,8	1 007	799	-20,7
Mars	19 023	12 052	-36,6	640 624	623 148	-2,7	2 097	1 310	-37,5
Avril	30 636	20 459	-33,2	1 042 012	1 010 505	-3,0	3 754	2 248	-40,1
Mai	44 544	30 955	-30,5	1 551 073	1 483 667	-4,3	5 751	4 941	-14,1
Juin	60 872	43 314	-28,8	2 153 348	2 045 541	-5,0	8 199	6 385	-22,1
Juillet	80 253	58 033	-27,7	2 883 599	2 717 534	-5,8	11 598	8 775	-24,3
Août	102 284	74 969	-26,7	3 738 229	3 499 280	-6,4	15 188	11 081	-27,0
Septembre	126 451	94 037	-25,6	4 698 446	4 384 201	-6,7	19 124	13 833	-27,7
Octobre	152 784	115 122	-24,7	5 749 110	5 359 710	-6,8	23 166	16 633	-28,2
Novembre	181 366	138 324	-23,7	6 885 348	6 418 490	-6,8	27 299	19 683	-27,9
Décembre	212 410	163 631	-23,0	8 138 431	7 594 425	-6,7	28 000	21 315	-23,9

Source : ASECNA

3.3.- Trafic portuaire

L'activité portuaire a continué d'enregistrer une tendance mitigée. Cette situation s'est observé dans l'ensemble des ports du pays. Ainsi, les données reçues des Administrations des Ports de Malabo et de Bata ont montré que le trafic portuaire national a augmenté de 34,5%, se situant à 23,2 millions de tonnes de marchandises enregistrées en 2016, contre 17,2 millions un an auparavant.

Tableau 15 : Evolution du trafic portuaire en 2015/2016 (en tonnes)

Période	Malabo trafic cumulé			Bata trafic cumulé			National		
	2 015	2 016	%	2 015	2 016	%	2015	2016	%
Janvier	122 305	109 895	- 10,1	80 414	61 859	- 23,1	202 719	171 754	-15,3
Février	188 901	268 963	42,4	197 701	131 600	- 33,4	589 321	572 316	-2,9
Mars	256 981	330 268	28,5	358 963	189 788	- 47,1	1 205 265	1 092 372	-9,4
Avril	406 187	498 347	22,7	469 655	252 006	- 46,3	2 081 107	1 837 867	-11,7
Mai	532 436	672 145	26,2	539 427	322 998	- 40,1	3 152 970	2 837 867	-10,0
Juin	678 701	846 789	24,8	614 333	431 044	- 29,8	4 446 004	4 115 700	-7,4
Juillet	850 449	974 028	14,5	706 513	490 299	- 30,6	6 002 966	5 580 028	-7,0
Août	986 360	1 152 807	16,9	819 446	568 041	- 30,7	7 808 772	7 300 876	-6,5
Septembre	1 092 572	1 762 946	61,4	909 061	682 858	- 24,9	9 810 405	9 746 679	-0,6
Octobre	1 272 527	2 765 222	117,3	973 931	800 894	- 17,8	12 056 863	13 312 795	10,4
Novembre	1 389 873	3 638 227	161,8	1 119 722	897 173	- 19,9	14 566 458	17 848 196	22,5
Décembre	1 485 791	4 433 798	198,4	1 232 423	963 661	- 21,8	17 284 672	23 245 654	34,5

Source : Administrations des Ports

Les débarquements portuaires se sont réduits de 36,6%, pour se situer à 906,2 milliers de tonnes de marchandises en 2016, contre 1 430,7 milliers en 2015, en liaison avec la baisse d'activité du pays.

Tableau 16: Débarquements portuaire en 2015-2016 (en tonnes)

	Débarquements mensuel			Débarquements mensuel			Débarquements cumulés		
		Malabo			Bata			National	
Période	2 015	2 016	%	2 015	2 016	%	2015	2016	%
Janvier	47 940	28 828	-39,9	68 972	27 994	- 59,4	116 912	56 822	- 51,4
Février	49 506	39 963	-19,3	96 784	37 055	- 61,7	263 202	133 841	- 49,1
Mars	51 658	38 697	-25,1	128 073	35 163	- 72,5	442 933	207 701	- 53,1
Avril	46 399	35 110	-24,3	77 503	30 705	- 60,4	566 835	273 516	- 51,7
Mai	35 228	39 946	13,4	36 583	23 218	- 36,5	638 646	336 680	- 47,3
Juin	42 006	37 169	-11,5	41 717	47 798	14,6	722 369	421 647	- 41,6
Juillet	75 979	35 472	-53,3	66 044	25 914	- 60,8	864 392	483 033	- 44,1
Août	40 828	59 357	45,4	67 203	48 327	- 28,1	972 423	590 717	- 39,3
Septembre	42 374	33 302	-21,4	63 187	46 238	- 26,8	1 077 984	670 257	- 37,8
Octobre	39 007	56 419	44,6	51 748	39 792	- 23,1	1 168 739	766 468	- 34,4
Novembre	30 953	26 979	-12,8	110 247	27 524	- 75,0	1 309 939	820 971	- 37,3
Décembre	38 453	34 825	-9,4	82 341	50 423	- 38,8	1 430 733	906 219	- 36,7

Source : Administrations des Ports

Par contre, les embarquements portuaires ont augmenté de 248,8% en un an, se situant à 4 491,2 milliers de tonnes de marchandises en 2016, contre 1 287,4 milliers en 2015, en liaison avec la délocalisation ou réexportation des équipements lourds des grandes sociétés de BTP, en manque d'activité dans le pays.

Tableau 17 : Embarquements portuaire total en 2015 et 2016 (en tonnes)

	Embarquements mensuel			Embarquements mensuel			Embarquements cumulés		
		Malabo			Bata			National	
Période	2 015	2 016	%	2 015	2 016	%	2015	2016	%
Janvier	74 365	81 066	9,0	11 442	33 865	196,0	85 807	114 931	33,9
Février	17 090	119 105	596,9	20 503	32 686	59,4	123 400	266 722	116,1
Mars	16 422	22 608	37,7	33 189	23 025	-30,6	173 011	312 355	80,5
Avril	102 807	132 969	29,3	33 189	31 513	-5,0	309 007	476 836	54,3
Mai	91 021	133 853	47,1	33 189	47 774	43,9	433 217	658 463	52,0
Juin	104 259	137 475	31,9	33 189	60 248	81,5	570 665	856 186	50,0
Juillet	95 769	91 768	-4,2	26 136	33 341	27,6	692 570	981 295	41,7
Août	95 083	119 421	25,6	45 730	29 415	-35,7	833 383	1 130 131	35,6
Septembre	63 838	576 837	803,6	26 428	68 579	159,5	923 649	1 775 547	92,2
Octobre	140 948	945 857	571,1	13 122	78 244	496,3	1 077 719	2 799 648	159,8
Novembre	86 393	846 026	879,3	35 544	68 755	93,4	1 199 656	3 714 429	209,6
Décembre	57 465	760 746	1 223,8	30 360	16 065	-47,1	1 287 481	4 491 240	248,8

Source : Administration Portuaire

B.3.4.- Le trafic routier transfrontalier

D'après les statistiques douanières, les frontières d'Ebebiyin et de Mongomo indiquent que 586 712 kg de marchandises ont été importées en 2016, d'une valeur totale de 400,6 millions de FCFA. S'agissant des exportations, elles se sont élevées à 1 226,6

millions de FCFA, et concerne principalement les réexportations des équipements lourds des grandes sociétés de BTP, tels que tracteurs et autres.

B.3.5.- Télécommunications

L'Organe de Gestion des Infrastructures des Télécommunications de la Guinée Equatoriale (GITGE) a lancé un projet d'augmentation de la bande passante de fibre optique de plus de 30% au profit des opérateurs du secteur. Pour ce projet, GITGE a mis à disposition des opérateurs, de nouvelles antennes dans les principaux chefs-lieux du pays.

B.3.6.- La vente des produits pétroliers raffinés

La vente des produits raffinés (essence, gasoil et pétrole) en Guinée Equatoriale par les sociétés TOTAL-GE et Gepetrol Services a continué la baisse amorcée depuis le début de l'année, en liaison avec la baisse des activités dans le secteur BTP et de la réduction des dépenses d'investissement de l'Etat.

B.3.7- Les assurances

En 2016, l'activité du secteur des assurances a été caractérisée par une décélération liée à la fois par la méconnaissance du secteur par l'opinion publique et à la situation actuelle du prix du baril qui a poussé à la fermeture et la baisse d'activité des entreprises du secteur BTP installées dans le pays. Cette situation a eu un impact sur le secteur menant à la perte de clients assurés au niveau des sociétés d'assurances opérant dans le pays. De plus, les responsables du secteur se sont plaints non seulement du non renouvellement des contrats d'assurances de la part de la population en générale mais aussi du non-respect des procédures d'indemnisation des victimes.

Malgré le décret numéro 28/2008 portant obligation de l'assurance responsabilité civile aux véhicules terrestre à moteur et différents grands travaux, les responsables du secteur ont fait part de certaines barrières ou limites existantes a la mise en œuvre dudit décret, rendant obligatoire les assurances en Guinée Equatoriale depuis 2008. Pour ce faire, les acteurs du secteur ont recommandé à l'Etat le lancement d'une nouvelle campagne publique de sensibilisation et/ou information en la matière pilotée par le Ministère de tutelle qui, avec la collaboration des sociétés d'assurances, la Direction General du Trafic Routier ainsi que les agents routiers de la Mairie, pourront coordonner la fixation d'un délai pour la mise en l'application effective dudit décret et veiller à ce que les citoyens sachent de l'importance de l'assurance dans la société.

B.3.8- Vente de véhicules neufs

En 2016, la baisse des volumes de ventes de véhicules neufs en local par le circuit traditionnel s'est poursuivie, en raison de la forte concurrence du secteur informel qui a

une incidence directe sur le chiffre d'affaires de la société CFAO, un des principaux revendeurs agréés du pays.

B.3.9- Activités des établissements de crédits

L'activité bancaire en 2016 a été marquée par l'arrêt des chantiers de plusieurs grandes sociétés de BTP installés dans le pays en raison des arriérés de paiement dus par l'Etat aux dites sociétés, principaux clients du secteur bancaire. Ainsi une part importante des salariés du secteur des BTP et clients des banques de la place ont dû clôturer leurs comptes ouverts dans les banques.

A ce faire, les responsables du secteur ont opté pour l'octroi des crédits à des acteurs des secteurs productifs comme l'agriculture et le commerce en général afin de pousser à une diversification économique du pays et promouvoir d'autres secteurs d'activités qui, malgré les infrastructures de base existantes, ne sont toujours pas rentabilisés (secteur hôtelier, transport, énergie ...) laissant ainsi de côté les secteurs traditionnels (BTP) qui représentaient le noyau de l'économie du pays.

Concernant l'utilisation des guichets automatiques dans le pays, les responsables du secteur ont fait part du problème que représente l'approvisionnement du réseau internet par les sociétés de télécommunications qui mène à des incidents pour les clients souhaitant effectuer des opérations. Cependant, l'ouverture des nouveaux guichets s'est accentuée au cours de l'année 2016.

Par ailleurs, l'évolution positive dans les grandes villes de la partie continentale du pays de la monétique à travers l'utilisation de la banque en ligne, le *mobile banking* et des distributeurs automatiques ainsi que des nouvelles cartes bancaires GIMAC qui faciliteront le transport de liquidité dans toute la sous-région de la CEMAC a été soulignée.

Tableau 18: Contribution de l'offre à la croissance réelle (en pourcentage)

	2015	2016
	Estim.	Estim.
Secteur primaire	-2,6%	-5,9%

Agriculture	0,0%	0,0%
Cultures d'exportations	0,0%	0,0%
Secteur de subsistance	0,0%	0,0%
Elevage et chasse	0,0%	0,0%
Sylviculture et exploitation forestière	0,1%	0,1%
Pêche	0,0%	0,0%
Pétrole	-2,4%	-5,6%
Gaz naturel	-0,1%	-0,1%
Autres industries extractives	-0,2%	-0,3%
Secteur secondaire	-7,5%	-2,1%

Méthanol et Autres Gaz	-5,8%	1,1%
Industries manufacturières	0,4%	0,2%
Energie, gaz et eau	0,0%	0,0%
Construction	-2,1%	-3,4%
Secteur tertiaire	0,2%	1,9%

Commerce, restaurant et hôtel	1,6%	0,9%
Transports et télécommunications	0,8%	0,7%
Services financiers et immobiliers	0,1%	0,2%
Services pétroliers	-3,7%	-0,5%
Administrations publiques	0,8%	0,5%
Autres services	0,6%	0,1%
PIB au coût des facteurs	-9,8%	-6,0%
Taxes nettes sur les produits	0,4%	0,0%
PIB à prix constants	-9,5%	-6,0%
Pour mémoire		

. Secteur pétrolier	-8,2%	-4,6%
. Secteur non pétrolier	-1,2%	-1,4%

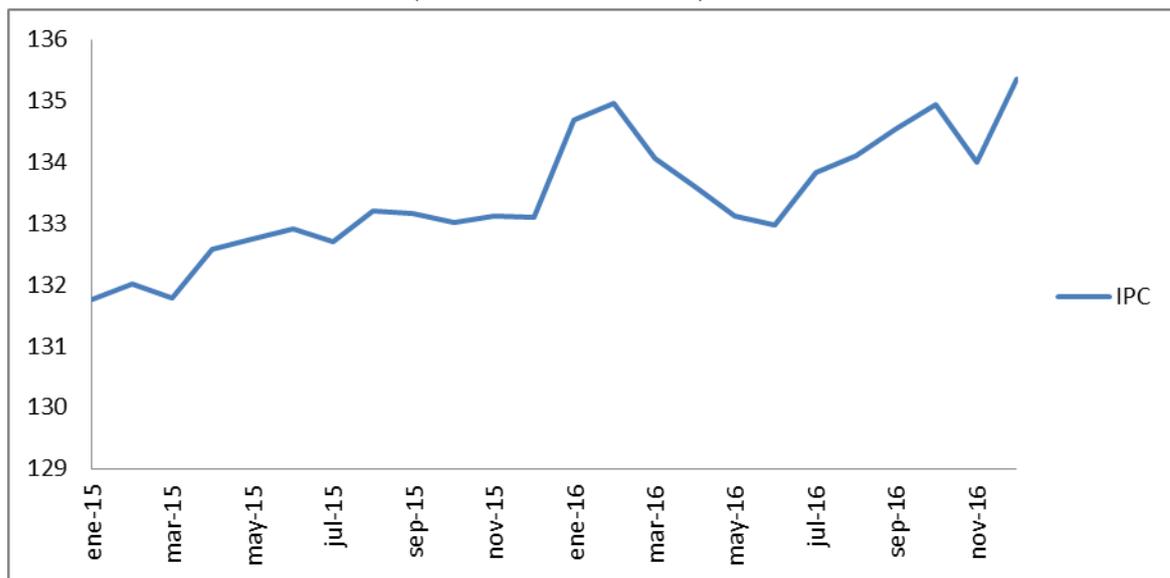
Sources: BEAC

SECTION II- PRIX, EMPLOIS ET SALAIRES

A - ANALYSE DES PRIX

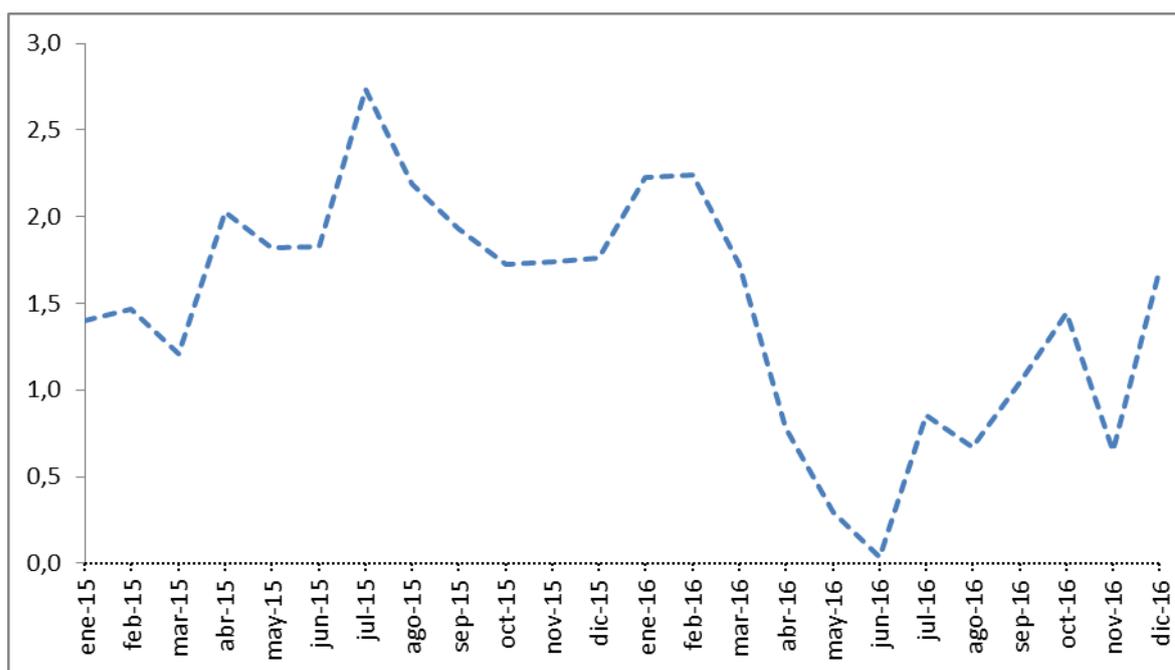
Selon les dernières données statistiques publiées par l'Institut National de Statistique de la Guinée Equatoriale (INEGE), le niveau général des prix en moyenne annuelle en 2016 est resté inchangé. Il s'est établi à 1,6% en 2016, au même niveau qu'en 2015.

Graphique 8 : Indice des Prix à la Consommation (IPC)
(Évolution annuelle)



Source : INEGE

Graphique 9 : Inflation (variation en glissement annuel)



Source : INEGE

B - ANALYSE DE L'EMPLOI

La production des statistiques de l'emploi en Guinée Equatoriale reste à un stade embryonnaire. Cependant, diverses actions sont menées par les autorités du secteur, afin de conduire la politique gouvernementale de l'emploi.

Ainsi, une commission de vérification du nombre de fonctionnaires a été créée courant 2016 afin de statuer sur la situation des fonctionnaires de l'Etat. Ainsi, le rapport préliminaire de ladite commission a été remis le 19 décembre 2016 au premier Ministre Chargé de la Coordination Administrative.

C - ANALYSE DES SALAIRES

L'article 64 de la Loi n° 10/2012 du 24 décembre indique que le salaire minimum interprofessionnel garanti doit être révisé tous les trois ans. Sur cette base, le Ministère du Travail a publié début avril le Décret n°30/2016 concernant le maintien du salaire minimum interprofessionnel garanti pour la Guinée Equatoriale de 117 304 FCFA pour la période 2014/2016. Cependant, la masse salariale a continué de baisser en 2016 par rapport à 2015, en raison de l'augmentation continue des licenciements dans le secteur privé.

SECTION III - EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES

A – EXECUTION BUDGETAIRE

Les recettes totales recouvrées à fin décembre 2016 se situent à 1 089,8 milliards de FCFA en 2016, contre 2 070,7 milliards recouverts en 2015, soit une réduction de 47,4%. Les dépenses totales enregistrées sont passées de 2 331,5 milliards de FCFA à fin décembre 2015, à 1 535,0 milliards FCFA à fin décembre 2016, soit une réduction de 34,2%. En définitive, la gestion budgétaire **s'est soldée par une augmentation du déficit budgétaire global**, base engagement, hors dons de 445,2 milliards de FCFA, contre un déficit de 260,7 milliards de FCFA en 2015.

Tableau 19 : Exécution budgétaire au 31 décembre 2016 (En milliards de FCFA)

	EXECUTION BUDGETAIRE 2015	EXECUTION BUDGETAIRE 2016	EN %
RECETTES TOTALES	2 070,7	1 089,8	- 47,4
Recettes pétrolières	1 666,9	799,0	- 52,1
Recettes non pétrolières	403,8	290,8	- 28,0
* Recettes fiscales	278,0	190,8	- 31,4
* Recettes non fiscales	125,9	100,0	- 20,5
DPEPENSES TOTALES	2 331,5	1 535,0	- 34,2
Dépenses courantes	684,6	718,6	5,0
Salaires	135 283	131 799	- 2,6
Biens et Services	344 847	382 722	11,0
Transferts et Subventions	173 965	151 434	- 13,0
Interêts	30 439	52 663	73,0
Dépenses en Capital	1 646,9	816,3	- 50,4
Autres Dépenses			
SOLDE BUDGETAIRE (Base engagements)	- 260,7	- 445,2	70,7

Source : Ministère des Finances et du Budget

DEUXIEME PARTIE : SITUATION DU MARCHE MONETAIRE

SECTION I. – LE MARCHE MONETAIRE

1. LE MARCHE MONETAIRE

A. - Rappel des principes généraux du Marché Monétaire

La politique monétaire menée par la Banque Centrale est celle définie par son Comité de Politique Monétaire. Ce Comité fixe les principes généraux des opérations auxquelles procède la Banque Centrale dans le cadre du Marché Monétaire ainsi que de la stratégie de gestion des réserves de change.

Pour mettre en œuvre sa politique monétaire, la BEAC utilise le mécanisme des taux d'intérêts ainsi que les interventions sur le Marché Monétaire. S'agissant du fonctionnement du Marché Monétaire, la BEAC joue un double rôle qui consiste à injecter et à ponctionner les liquidités, conformément aux objectifs poursuivis par la politique monétaire. L'instrument réserves obligatoires est également utilisé.

Les interventions de la Banque Centrale tiennent compte de l'Objectif de Refinancement de chaque pays membre arrêté par les Autorités, à la faveur d'un exercice de Programmation Monétaire qui s'effectue trois fois dans l'année. Les objectifs monétaires et de crédit arrêtés pour l'année sont révisables semestriellement.

En tenant compte de l'Objectif de Refinancement proposé et arrêté par les Comité de Politique Monétaire, les avances de la BEAC au titre des deux Guichets « A » et « B » cessent dès lors que leur montant cumulé atteint l'Objectif de Refinancement.

Au cours de l'année 2016, le Comité de Politique Monétaire de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a effectué six réunions (trois extraordinaires et trois ordinaires) dans la Salle du Conseil du Siège de la Banque Centrale à Yaoundé (République du Cameroun). Tenant compte de la conjoncture économique sur le plan international et sous-régional, et après un examen des différents facteurs influençant la stabilité monétaire et financière, le CPM a décidé de maintenir inchangé le principal taux directeur de la BEAC, fixé à 2,45%.

L'Objectif de Refinancement de la Guinée Equatoriale a été maintenu à 240 milliards de FCFA pour l'année 2016.

Les éléments qui suivent retracent les principales évolutions constatées au cours de l'exercice 2016.

B. - Injection de liquidités

1) - Évolution du Guichet A

a) Accord de classement

En date du 16 Juin 2016, la CCEIBANK-G.E. a bénéficié d'un renouvellement de son accord de classement à court terme de 150 milliards de FCFA sur la signature SOMAGEC au taux de 2,45%.

Le 28 octobre 2016, un nouvel accord de classement a été octroyé à la même banque sur la signature ABAYAK pour un montant de 50 milliards de FCFA à un taux de 2,45%. Ce nouvel accord est venu en augmentation du stock des effets primaires de la CCEIBANK GE ainsi que de leurs facultés d'avances pour les concours de la BEAC.

b) Appels d'Offres Positifs

Au cours de l'année 2016, il convient de signaler que, la BGFI-BANK GE a participé pour la première fois, en date du 15 décembre 2016, aux Appels d'Offres Positifs, retrouvant ainsi la CCEIBANK GE. Sur les 52 demandes de liquidités exprimées par ces établissements de crédits, quarante-neuf (49) ont été accordées et trois (03) ont été infructueuses. Le tableau suivant retrace l'évolution des appels d'offres positifs.

Tableau 20· Évolution des Appels d'Offres Positifs en 2016

<i>Période</i>	<i>Montant Accordé AOP+ 2016</i>
Janvier	580 000 000 000
Fevrier	480 000 000 000
Mars	600 000 000 000
Avril	140 000 000 000
Mai	50 000 000 000
Juin	6 000 000 000
Juillet	170 000 000 000
Aout	290 000 000 000
Septembre	210 000 000 000
Octobre	265 000 000 000
Novembre	450 000 000 000
Décembre	696 500 000 000
TOTAL	3 937 500 000 000

Source : BEAC

c) Interventions au titre des Prises en Pension

Au cours de l'année 2016, l'Institut d'Émission n'a procédé à aucune injection de liquidités sous forme de prise en pension.

d) Interventions Ponctuelles

Au cours de l'année 2016, aucune Intervention Ponctuelle de la Banque n'a été enregistrée.

e) Avances exceptionnelles garanties par les Certificats de Placements

Au cours de l'année 2016, la Banque Centrale n'a octroyé aucune avance exceptionnelle garantie par la remise de certificats de placement.

f) Avances au taux de pénalité

Au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, aucun encours au titre des avances au taux de pénalité n'a été enregistré par la BEAC.

2) - Evolution du Guichet B

Au cours de la période sous revue, aucune intervention de la Banque Centrale en faveur des établissements de crédit sur le **Guichet B** n'a été enregistrée. Le taux d'intérêt applicable aux avances du Guichet « B » (CMT irrévocables) est passé de 2.5000% au premier semestre 2016 à 2.4375 % pour le deuxième semestre 2016.

Deux décisions ont été prises par le Comité de Politique Monétaire pour élargir les effets admis en garantie pour le refinancement. Il s'agit des décisions n° 04/CPM/2013 et n° 05/CPM/2013 du CPM du 31 octobre 2013, qui admettent les effets financiers, dont les titres publics en garantie des opérations de refinancement de la BEAC.

3) - Avances en Compte Courant au Trésor

Au 31 décembre 2016, le solde des **Avances en Compte Courant** du Trésor Public s'est élevé à 610,36 milliards de FCFA, dont la somme payé par le Trésor Public au titre des intérêts s'est élève à 6,00 milliards FCF à la fin de l'année 2016 et la somme non réglée par le Trésor Public au titre des intérêts s'élève à 7,52 milliards FCFA.

Ainsi, lors de la session extraordinaire du 07 août 2015 à Yaoundé, République du Cameroun, le Conseil d'Administration de la BEAC a fixé le plafond des avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté la RCA dont le montant du plafond est adossé à titre exceptionnel sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

Tableau 21 : Situation des intérêts sur les Avances en Comptes Courant du Trésor en F CFA

	Monant de l'avance accordé	Période de calcul des intérêts	Taux(%)	Interets générés	Statut
Janvier	516 679 500 000	du 01/01 au 29/01/16	2,45	1 072 180 547	payé
Fevrier	516 679 500 000	du 01/02/ au 29/02/16	2,45	1 003 007 609	payé
Mars	516 679 500 000	du 01/03 au 31/03/16	2,45	1 090 992 732	payé
Avril	610 356 500 000	du 29/03/ au 29/04/16	2,45	122 571 592	payé
Mai	610 356 500 000	du 01/04 au 31/05/16	2,45	382 514 416	paiement partiel
Juin	610 356 500 000	du 01/05 au 30/06/16	2,45	1 225 715 922	payé
Juillet	610 356 500 000	du 01/06 au 29/07/16	2,45	1 266 573 120	impayé
Aout	610 356 500 000	du 01/07 au 31/08/16	2,45	1 266 573 120	impayé
Septembre	610 356 500 000	du 01/08 au 30/09/16	2,45	1 225 715 922	impayé
Octobre	610 356 500 000	du 01/09 au 31/10/16	2,45	1 266 573 120	impayé
Novembre	610 356 500 000	du 01/11 au 30/11/16	2,45	1 225 715 922	impayé
Decembre	610 356 500 000	du 01/12/ au 30/12/16	2,45	1 266 573 120	impayé

Source : BEAC

4) - Marché des Titres Publics

Dans le cadre du Marché des Titres Publics, le Trésor équato-guinéen a procédé à huit (08) émissions des Bons du Trésor Assimilable (BTA), dont trois (3) ont été annulés du fait des taux d'intérêts proposés très élevés.

Le tableau suivant présente les détails concernant les émissions des Bons du Trésor Assimilables qui ont été effectuées :

Tableau 22 : Situation du Marché des Titres Publics (en millions de F CFA)

BTA	Période		Volume annoncé par le Trésor	Etablissement de crédit	Montant demandé par SVT	Montant servi par SVT	Taux Limite retenu %
	Date de valeur	Date d'échéance					
52-21-Jul-17	22-07-16	21-07-17	10000	BANGE BGFIBANK GE ECOBANK	15000	10000	1,70
52-03-Août-17	05-08-16	03-08-17	20000	BANGE BGFIBANK GE ECOBANK CCEIBANK GE	16000	10000	1,70
52-19-Août-17	19-08-16	19-08-17	10000	BANGE BGFIBANK GE ECOBANK CAM CCEIBANK GE	12000	-	-
52-01-Sept-17	02-09-16	01-09-17	10000	SGB GE ECOBANK GE ECOBANK CAM	11000	-	-
52-21-Sept-17	23-09-16	21-09-17	10000	BGFIBANK GE ECOBANK GE BANGE	15000	10000	2,40
52-23-Nov-17	25-09-16	23-11-17	10000	ECOBANK GE CCEIBANK GE BANGE	13500	10000	4,20
52-15-Déc-17	16-12-16	15-12-17	20000	ECOBANK GE CCEIBANK GE SGB GE BANGE	33000	20000	7,00
52-29-Déc-17	30-12-16	29-12-17	20000	CCEIBANK GE	2000	-	-

Source : BEAC

C. - Ponctions de liquidités (Appels d'Offres Négatifs)

Au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, aucun placement n'a été effectué au titre des **Appels d'Offres Négatifs**.

2. - EVOLUTION DU MARCHE INTERBANCAIRE

Au cours de la période sous revue, à la date du 18 novembre 2016, BANGE a octroyé un prêt d'une valeur de **5 milliards de FCFA** à BGFIBANK GE au taux de 2,80% et pour maturité le 14 mai 2017. Ceci est un fait marquant car il s'agit de la première opération enregistrée par la BEAC sur le marché interbancaire en Guinée Equatoriale.

3. - ÉVOLUTION DU TAUX D'INTÉRÊT

Au 31 décembre 2016, les taux d'intervention de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ont été arrêtés par la Décision du Comité de Politique Monétaire N° 01/CPM/2015 du 09/07/2015. Ils se présentent comme suit :

a) Taux débiteurs :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO).....**2, 45%** (au lieu de 2,95%) ;
- Taux d'Intérêt des Prises en Pension (TIPP).....**4, 20%** (au lieu de 4,70%) ;
- Taux de Pénalité aux Banques (TPB).....**10,00%** (inchangé) ;

- Taux des avances aux Trésors à l'intérieur
du plafond statutaire.....**2, 45%** (au lieu de 2,95%) ;

- Taux des avances aux Trésors au-delà
du plafond statutaire.....**10,00%** (inchangé).

b) Taux créditeurs:

- Taux Crédeur Minimum.....**2,45%** (inchangé).

Taux d'Intérêts sur placements (TISP)

- **Placements à 7 jours**.....**0,00%** (inchangé) ;
- **Placements à 28 jours**.....**0,0625%** (inchangé) ;

- Placements à 84 jours.....**0,125%** (inchangé).

4. ÉVOLUTION DE LA RÉMUNÉRATION DES DÉPÔTS PUBLICS PAR LA BEAC

Au cours des deux semestres de l'année 2016, la grille de rémunération des dépôts publics par la Banque Centrale qui est caractérisée par la décision du Comité de Politique Monétaire n° 02/CPM/2014 du 08 juillet 2014 est demeurée inchangée. Elle s'est présentée comme suit :

- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de Réserve pour les Générations Futures (TISPP₀).....**0,40%** (inchangé) ;

- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires (TISPP₁)..... **0,05%** (inchangé) ;

- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des Dépôts Spéciaux (TISPP₂).....0,00% (inchangé).

a.- Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires

Pour la période sous revue, le Trésor Equato-guinéen a effectué un retrait anticipé d'un montant de **35 milliards de FCFA** en date du 28 décembre 2016. Ainsi, le solde du compte du mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires est passé de **36,16 milliards de FCFA** à **1,16 milliards de FCFA**.

En effet le retrait anticipé a entraîné à une pénalité de 30% sur les intérêts acquis, soit **733 607 FCFA** en faveur de la BEAC. Le tableau ci-après récapitule l'évolution des soldes ainsi que les intérêts à verser au Trésor :

Tableau 23 : Intérêts à verser au Trésor Equato-Guinéen sur le compte « Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires »

(En F CFA)

2016	Solde à la fin du mois	Taux d'intérêts	Intérêts à verser	Pénalité
Janvier	36 163 000 000	0,05%	1 531 493	
Février	36 163 000 000	0,05%	1 432 687	
Mars	36 163 000 000	0,05%	1 531 493	
Avril	36 163 000 000	0,05%	1 482 090	
Mai	36 163 000 000	0,05%	1 531 493	
Juin	36 163 000 000	0,05%	1 482 090	
Juillet	36 163 000 000	0,05%	1 531 493	
Aout	36 163 000 000	0,05%	1 531 493	
Septembre	36 163 000 000	0,05%	1 482 090	
Octobre	36 163 000 000	0,05%	1 531 493	
Novembre	36 163 000 000	0,05%	1 482 090	
Décembre	36 163 000 000	0,05%	1 340 236	733 607
Total			17 890 241	733 607
	Total intérêts à verser au Trésor		17 156 634	

Source : BEAC

b.- Fonds des Réserves pour les Générations Futures

Au cours de l'année 2016, le Trésor Equato-guinéen a effectué un retrait anticipé d'un montant de **24 milliards** en date du 27 octobre 2016. Ce mouvement a ramené le solde du compte à **66 milliards de FCFA**.

Il convient de noter que le principe de la rétroactivité⁵ des pénalités a été appliqué en raison du retrait anticipé. Par conséquent, cette opération de retrait a entraîné une pénalité totale s'élevant à **81 millions de FCFA** sur les intérêts acquis. Le tableau ci-après montre les intérêts versés au Trésor :

⁵ Selon la maturité appliquée, le pourcentage change

Tableau 24 : Intérêts versés au Trésor Equato-Guinéen sur le compte «Fonds des Réserves pour les Générations Futures »

(En F CFA)

Date de capitalisation	Solde à la fin de la période	Taux d'intérêts	Intérêts à verser	Pénalité
Au 31 Déc. 2016	65 977 977 186	0,40%	185 846 397	81 175 001
TOTAL	65 977 977 186		185 846 397	81 175 001

Source : BEAC

5. - ÉVOLUTION DES COEFFICIENTS DES RESERVES OBLIGATOIRES

En 2016, la dotation moyenne aux Réserves Obligatoires s'est situé à **1 192 594** millions de F CFA, contre **2 730 210** millions de F CFA un an plus tôt.

Tableau 25 : Evolution de la dotation moyenne des Réserves Obligatoires en FCFA

	Reserves obligatoires en 2016	Reserves obligatoires en 2015
Janvier	198 264	243 257
Février	195 551	232 333
Mars	79 277	226 993
Avril	87 587	220 339
Mai	87 359	236 509
Juin	85 135	235 876
Juillet	81 519	81 519
Aout	74 448	74 448
Septembre	80 653	80 653
Octobre	78 106	78 106
Novembre	74 132	74 132
Décembre	70 563	70 563

Source : BEAC

Les coefficients de Réserves Obligatoires applicables aux banques des pays de la CEMAC ont été réaménagés de la manière suivante:

Décision n°01/CPM/2016 de la session ordinaire du 06 avril 2016

- Banques du groupe I (Etats en situation de liquidité satisfaisante): Cameroun, Congo, Gabon et Guinée Equatoriale

Coefficient applicable aux dépôts à vue : **5,875%** ;(au lieu de 11,75%)

Coefficient applicable aux dépôts à terme : **4,625%**.(au lieu de 9,25%)

- Banques du groupe II (Etats en situation de liquidité suffisante): Tchad

Coefficient applicable aux dépôts à vue : 3,875% (au lieu de **7,75%**)

Coefficient applicable aux dépôts à terme : 2,625 (au lieu de **5,25%**).

Les banques de la **République Centrafricaine** sont restées exemptées de l'application des réserves obligatoires, la liquidité dans ce pays demeurant fragile.

Par ailleurs, le taux de rémunération des réserves obligatoires est demeuré inchangé à **0,05%**.

Décision n°02/CPM/2016 de la session extraordinaire du 23 Novembre 2016

Banques du groupe I (Etats en situation de liquidité satisfaisante): Cameroun, Congo, Gabon et Guinée Equatoriale

Coefficient applicable aux dépôts à vue : **5,875%** ;(au lieu de 11,75%)

Coefficient applicable aux dépôts à terme : **4,625%**.(au lieu de 9,25%)

Les banques de la **République Centrafricaine et du Tchad** sont exemptées de l'application des réserves obligatoires, du fait de la liquidité fragile dans ces Etats.

TROISIEME PARTIE :
SITUATIONS MONETAIRE, BANCAIRE ET
COMPTABLE

SECTION I. AGREGATS MONETAIRES

La situation des agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale au 31 décembre 2016 par rapport à la même période l'année précédente, s'est caractérisée par la dégradation de la position extérieure globale, la reprise conséquente du crédit intérieur dans son ensemble et une diminution des agrégats de la monnaie au sens large.

Au 31 décembre 2016, les avoirs extérieurs nets ont chuté de 80,95% par rapport à la situation de l'année 2015, conséquence de la baisse des recettes liées aux exportations des hydrocarbures.

Le crédit intérieur a globalement repris dans son ensemble entre décembre 2015 et décembre 2016, expliquée notamment par la dégradation de la position nette de l'Etat vis-à-vis du système bancaire de 227,41%, ainsi qu'à la hausse des concours à l'économie de 3,71%. La masse monétaire au sens large (M2) a enregistré une baisse de 16,03% au cours de la période sous revue.

Tableau 26 : Situation monétaire résumée

	déc-15	mars-16	juin-16	nov-16	déc-16	VARIATION DEC 16/15
AVOIRS EXTERIEURS NETS	854 095	858 878	579 154	204 310	162 716	-80,95%
CREDIT INTERIEUR	933 152	745 929	1 113 680	1 340 135	1 374 228	47,27%
Crédit à l'Etat	-176 022	-396 151	12 852	195 832	223 936	-227,22%
Crédit à l'Economie	1 109 174	1 142 080	1 100 828	1 144 303	1 150 292	3,71%
TOTAL RESSOURCES=CONTREPARTIES	1 787 247	1 604 807	1 692 834	1 544 445	1 536 944	-14,00%
MONNAIE ET QUASI-MONNAIE	1 407 204	1 252 453	1 344 419	1 198 883	1 181 613	-16,03%
AUTRES RESSOURCES	380 043	352 354	348 415	345 562	355 331	-6,50%

Source: BEAC

SECTION II – SYSTEME BANCAIRE

Le système bancaire équato-guinéen compte 5 banques commerciales en activité au 31 décembre 2016. Il s'agit de : Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE), BGFIBANK Guinée Equatoriale (BGFI GE), CCEI BANK GE (CCEIBANK GE), Ecobank Guinée Equatoriale (ECOBANK GE) et Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE).

Il compte également avec trois établissements de micro finance répertoriés de la manière suivante:

Un établissement de micro finance de 1^{ère} catégorie :

- LA FINANCIERE DE GUINEE EQUATORIALE (FIGESA)

Deux établissements de micro finance de 2^{ème} catégorie :

- LA COMPANIA FINANCIERA DE GUINEA ECUATORIAL (CFGE SA)
- ATOM FINANCE (FINANCE GE.SA)

A.- SITUATION BILANTIELLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDITS

De manière générale, le système bancaire de la Guinée Equatoriale a extériorisé une relative régression de ses activités en 2016.

En effet, le total agrégé des bilans des banques commerciales s'est établi à 1 640 milliards FCFA au 31 décembre 2016, en baisse de 13,9% par rapport à la même période l'année précédente.

Les dépôts collectés ont diminué de 17,5% en variation annuelle, se situant à 1 329 milliards FCFA (81,0% du total du bilan), tandis que les crédits bruts à la clientèle ont augmenté de 1,4% entre décembre 2015 et 2016, se situant à 1 220 milliards FCFA.

Les provisions pour dépréciation des comptes clientèle se sont accrues de 11,8 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date. Elles se sont établies à 124 milliards FCFA. En conséquence, les crédits nets se sont fixés à 1 096 milliards FCFA, représentant 66,9 % du total du bilan et une variation annuelle de 0,4%.

Le portefeuille des créances en souffrance s'est établie à 319 milliards FCFA, représentant ainsi 26,1% des crédits bruts, contre 17,9% un an plus tôt. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est dégradée par rapport à la situation prévalant en décembre 2015 et est demeurée stable au cours du mois de décembre 2016.

Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions s'est situé à 38,9 %, contre 51,4 % l'année précédente à la même date. Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications n'ont fait ressortir aucun besoin de provisions complémentaires, soit un niveau identique à celui de l'année précédente à la même date.

La couverture des crédits par les dépôts s'est établie à 121,2 % (contre 147,5 % en décembre 2015). Ainsi, les opérations avec la clientèle ont dégagé un excédent de ressources de 233 milliards FCFA. On a relevé un excédent de 519 milliards FCFA en décembre 2015.

Les banques de la CEMAC ont dégagé un excédent des capitaux permanents de 173 milliards FCFA par rapport aux valeurs immobilisées. A fin décembre 2015, un excédent de 189 milliards FCFA a été observé.

L'excédent de trésorerie s'est situé à 444 milliards FCFA (27,1 % du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de -39,3 %, par rapport à la situation prévalant douze mois plus tôt.

Dans ce contexte, les établissements de crédit ont œuvré sur le recouvrement des créances, et ont recherché de nouvelles stratégies d'accompagnement du marché équato-guinéen, notamment la diversification du portefeuille clientèle, l'adoption de politiques de proximité avec la clientèle par l'extension du réseau des agences bancaires, l'amélioration de la monétique avec l'installation de nouveaux distributeurs automatiques, cartes bancaires internationales, et des efforts de sensibilisation de la population en général sur l'offre des produits bancaires.

Tableau 27 : Evolution de la situation bilancielle (en millions de francs CFA)

	déc-15	déc-16	Variation %
DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 611 019	1 329 039	- 17,5
CRÉDITS BRUTS	1 203 048	1 220 383	1,4
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	215 815	318 568	47,6
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION DES COMPTES DE LA CLIENTÈLE	110 900	123 984	11,8
CREDITS NETS	1 092 148	1 096 399	0,4
CAPITAUX PERMANENTS	268 978	272 649	1,4
VALEURS IMMOBILISEES	79 806	99 192	24,3
AUTRES POSTES NETS	24 039	38 124	58,6
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	732 104	444 221	- 39,3
TOTAL DU BILAN	1 904 036	1 639 812	- 13,8

Source : COBAC

B.- RESPECT DES NORMES PRUDENTIELLES

En 2016, sur les 5 banques figurant dans le champ d'analyse prudentielle, les résultats ont été les suivants : (sans changement par rapport à l'année précédente à la même date):

- ✓ 5 banques sont en conformité avec les dispositions relatives à la représentation du capital minimum (comme un an auparavant) ;
- ✓ en matière de solvabilité, 5 banques extériorisent un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets supérieur ou égal au minimum de 8 %, comme un an auparavant (le minimum réglementaire étant fixé à l'époque à 7 % des fonds propres

nets) ;

- ✓ dans le cadre des normes de division des risques, 5 banques parviennent à respecter la limite globale en maintenant en dessous de l'octuple des fonds propres nets la somme des risques pondérés supérieurs à 15 % desdits fonds propres (comme un an auparavant) et 3 banques se conforment à la limite individuelle en n'entretenant pas de risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire excédant 45 % des fonds propres nets (contre 4 banques l'année précédente à la même date) ;
- ✓ s'agissant de la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, 5 banques réalisent un ratio supérieur ou égal au minimum de 100 % (comme un an auparavant) ;
- ✓ en ce qui concerne le rapport de liquidité, les disponibilités à vue ou à moins d'un mois sont supérieures ou égales au minimum réglementaire de 100 % des exigibilités de même terme pour 5 banques (comme un an auparavant) ; - quant au respect du coefficient de transformation à long terme, 5 banques parviennent à financer à hauteur de 50 % au moins (minimum réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes (nombre identique à celui de l'année précédente à la même date) ;
- ✓ enfin, 5 banques maintiennent la somme des engagements sur les actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur le personnel en dessous du plafond réglementaire de 15 % des fonds propres nets (contre 3 banques en conformité l'année précédente à la même date).

Tableau 28: Nombre de banques en conformité avec les normes prudentielles

	déc-15	déc-16
Capital minimum	5	5
Couverture des risques	5	5
Plafond global des risques	5	5
Plafond individuel des risques	4	3
Couverture des immobilisations	5	5
Rapport de liquidité	5	5
Coefficient de transformation	5	5
Engagements sur les apparentés	3	5
Adéquation des fonds propres	3	3
Nombre total de banques	5	5

Source : COBAC

Au total, 3 banques disposent de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat (sans changement par rapport à l'année précédente à la même date).

Les normes prudentielles respectées par le plus grand nombre d'établissements sont celles se rapportant aux engagements sur les apparentés, au coefficient de transformation, au rapport de liquidité, à la couverture des immobilisations par les ressources permanentes, à la limitation de la somme des grands risques, à la couverture des risques par les fonds propres nets et à la représentation du capital minimum.

La norme relative à la limitation des risques encourus sur un même bénéficiaire constitue celle à l'égard de laquelle on observe le plus grand nombre de banques en infraction.

SECTION II – SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

La situation comptable définitive de la Banque au 31 décembre 2016, comparée à celle qui prévalait un an plus tôt, est caractérisée par une contraction des avoirs extérieurs bruts qui s'établissent à 42,28 milliards, contre 731,65 milliards un an auparavant, soit une baisse de 689,37 milliards (- 94,22 %).

Les engagements à vue ont baissé de 541,65 milliards, se situant à 767,85 milliards au 31 décembre 2016, contre 1 309,50 milliards au 31 décembre 2015, soit une diminution de 41,36%.

Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs de la Guinée Equatoriale a fléchi de 47,49 points et se situe à 8,38 % en décembre 2016 contre 55,87 % un an plus tôt.

Le taux de couverture de la Zone CEMAC a été de 56,81% à fin décembre 2016 contre 81,48 % atteint à fin décembre 2015.

A L'ACTIF

A fin décembre 2016, les disponibilités extérieures ont fléchi de 101,01%, passant de 704,33 milliards au 31 décembre 2015 à 7,10 milliards au 31 décembre 2016. Cette baisse s'explique principalement d'une part, par la diminution du Compte d'Operations qui a décru de 102,20% en glissement annuel, pour se situer à un compte débiteur au niveau de Trésor Français de -7,815 milliards au 31 décembre 2016 contre 355,87 milliards douze mois plus tôt, soit une baisse de 348,06 milliards, et d'autre part, par la baisse des autres avoirs extérieurs gérés par la Salle des Marchés (-105,17 %).

Les créances brutes de la Banque Centrale sur l'Etat Equato-guinéen au 31 décembre 2016 concernent pour l'essentiel, les avances en compte courant qui ont augmenté de 101,19 milliards (+19,59%). Ils passent de 516,68 milliards au 31 décembre 2015 à 617,87 milliards, dont 610,356 milliards de principal et 7,518 milliards d'intérêts.

Les créances sur les banques de la Guinée Equatoriale se sont situées à 137,50 milliards au 31 décembre 2016. Elles ont été consécutives à l'avance sur Appels d'Offres Positifs du 29/12/2016 en faveur de la CCEI BANK GE et BGFI BANK.

Les Quotes-Parts en devises de la Guinée Equatoriale auprès du FMI ont accru de 22,02 milliards à fin décembre 2016. Ils se sont établis à 31,68 milliards au 31 décembre 2016 contre 9,66 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 227,85%.

AU PASSIF

La circulation fiduciaire s'est établie à 206,43 milliards à fin décembre 2016 contre 255,86 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 49,43 milliards (- 19,32 %).

Les dépôts du Trésor et des Comptables Publics ont baissé de (-44,00 %). Ils se sont situés à 182,31 milliards au 31 décembre 2016 contre 325,56 milliards un an auparavant. Cette baisse s'est expliquée par une forte diminution du solde des comptes courants du Trésor 80,19 milliards (-47,37%)

Les dépôts des banques et institutions financières auprès de l'Institut d'Emission ont connu une diminution au cours de la période sous revue. Ils sont passés de 727,30 milliards en décembre 2015 à 378,11 milliards en décembre 2016, soit une baisse de 349,19 milliards (- 48,01%). Cette évolution a été due principalement à la baisse des Réserves Obligatoires de 141,63 milliards qui sont passés de 215,69 milliards à fin décembre 2015 à 74,06 milliards un an plus tard, soit un décroissement de 65,66%, dû à la baisse du coefficient des Réserves Obligatoires applicable aux banques des pays de la CEMAC conformément à la Décision n° 001/CPM/2016 du 06 avril 201 et par la diminution des comptes courants des banques (- 45,27 %) qui se sont situés à 277,53 milliards à fin décembre 2016 contre 507,10 milliards à fin décembre 2015.

Tableau 29: Situation comptable de la BEAC à l'ACTIF (en millions de FCFA)

RUBRIQUES ACTIF	2016					TOTAL ZONE	Variation Dec 16/15
	déc-15	mars-16	juin-16	nov-16	déc-16	DECEMBRE	
DISPONIBILITES EXTERIEURES	704 328	724 192	456 306	12 861	-7 100	2 610 374	-101,01%
Avoirs Extérieurs à vue	390 092	336 295	215 404	17 882	9 145	1 260 376	-97,66%
Billets Etrangers	34 215	37 145	40 903	19 812	16 960	94 840	-50,43%
Correspondants Hors Zone d'Emission						9 583	
Trésor Français	355 877	299 151	174 501	-1 930	-7 815	1 155 953	-102,20%
Compte d'Opérations	355 877	299 151	174 501	-1 930	-7 815	1 155 953	-102,20%
Compte Spécial de Nivellement							
Autres Avoirs Extérieurs (SDM)	314 236	387 896	240 902	-5 020	-16 245	1 349 998	-105,17%
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	314 236	387 896	240 902	-5 020	-16 245	1 349 998	-105,17%
Opérations sur le Marché Financier							
ENCAISSE-OR						143 865	
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	27 325	47 913	48 785	49 286	49 379	379 792	80,71%
Quotes-Parts en devises	9 665	30 744	31 304	31 626	31 685	190 225	227,85%
Avoirs en DTS	17 660	17 169	17 481	17 660	17 693	189 567	0,19%
CREANCES SUR LES BANQUES	90 000	120 000		130 000	137 500	695 449	52,78%
Concours du Marché Monétaire: Guichet A	90 000	120 000		130 000	137 500	628 433	52,78%
Appels d'Offres	90 000	120 000		130 000	40 400	517 042	-55,11%
Pensions et Autres					97 100	111 391	
Avances à Moyen Terme Irrévocables: Guichet B						67 016	
Créances impayées							
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	517 106	611 683	612 200	616 817	618 092	2 446 107	19,53%
Avances en comptes courants (art. 18)	516 680	611 473	611 990	616 608	617 874	2 185 458	19,59%
Avances Exceptionnelles	426	210	210	210	217	174 980	-48,98%
Crédits à l'Economie consolidés sur l'Etat						85 669	
CONTREPARTIE des ALLOC. de DTS versées aux ETATS						186 414	
VALEURS IMMOBILISEES	6 651	6 889	6 791	6 685	6 615	453 354	-0,55%
Immobilisations financières	2 803	2 951	3 061	3 138	3 097	204 494	10,50%
Créances sur le Personnel	2 803	2 951	3 061	3 138	3 097	41 215	10,50%
Créances sur les Autres Banques Centrales						42 730	
Titres de Participations						120 549	
Autres Immobilisations Financières						12 468	
Immobilisations Incorporelles						203 744	-8,59%
Immobilisations Corporelles	3 848	3 938	3 730	3 548	3 518	32 649	
Autres Valeurs Immobilisées							
DEBITEURS DIVERS	717	887	224	45	529	33 982	-26,21%
Avances diverses au Personnel	39	44	35	48	36	4 264	-8,94%
Autres Débiteurs Divers			49	-2	-2	401	
Comptes de Régulations - Actif	678	843	140		496	29 318	-26,84%
TOTAL DE L'ACTIF	1 346 127	1 511 563	1 124 306	815 695	805 015	6 949 337	-40,20%
Avoirs extérieurs bruts	731 653	772 105	505 091	62 147	42 279	3 134 031	-94,22%

Source : BEAC

Composantes des Avoirs Extérieurs Bruts :

- Disponibilités Extérieurs
- Encaisse-Or
- Fonds Monétaire International
- Créances sur les Banques

Tableau 30 : Situation comptable de la BEAC au PASSIF (en millions de FCFA)

RUBRIQUES PASSIF	2016					TOTAL ZONE	Variation Dec 16/15
	déc-15	mars-16	juin-16	nov-16	déc-16	DECEMBRE	
<u>BILLETS ET PIÈCES EN CIRCULATION</u>	255 863	228 912	216 840	197 918	206 432	2 880 518	-19,32%
<u>TRESOR ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX</u>	325 563	654 123	270 850	182 864	182 314	923 314	-44,00%
Comptes courants	152 371	499 654	138 028	74 782	80 189	373 949	-47,37%
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	36 789	36 787	36 789	36 790	1 791	48 826	-95,13%
Fonds de Réserves pour Générations Futures	89 655	89 744	89 833	66 111	65 978	224 433	-26,41%
Dépôts spéciaux	46 748	27 938	6 201	5 180	34 356	276 106	-26,51%
<u>BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIERES</u>	727 304	600 928	605 499	398 123	378 112	1 544 406	-48,01%
Banques et Institutions Etrangères	4 509	26 077	25 846	25 846	26 519	171 765	488,19%
Banques et Institutions Financières de la Zone d'Emission	722 795	574 852	579 653	372 278	351 593	1 372 641	-51,36%
Comptes courants	507 101	379 302	492 375	294 242	277 527	925 044	-45,27%
Dépôts et placements sur marché monétaire						55	
Comptes de Réserves Obligatoires	215 694	195 550	87 278	78 036	74 066	447 542	-65,66%
Autres Comptes des Etablissements de Crédit							
<u>AUTRES COMPTES COURANTS</u>	773	649	803	794	995	168 879	28,78%
<u>FMI : ALLOCATION des DTS</u>	26 125	25 399	25 862	26 127	26 177	453 381	0,20%
EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME						17 712	
AUTRES PASSIFS							
PROVISIONS						50 600	
REPORT A NOUVEAU						-26 188	
RESERVES	-1 911	-1 911	-1 911	-1 911	-1 911	540 246	0,00%
CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION						91 507	
CREDITEURS DIVERS	302	1 329	1 840	6 400	7 681	97 481	2440,10%
TRANSFERTS NON DENOUES	44					44	
COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF	49	22	24	210	98	5 976	100,68%
COMPTE DE RESULTAT	12 016	2 113	4 501	5 170	5 117	201 458	-57,41%
<u>TOTAL DU PASSIF</u>	1 346 127	1 511 563	1 124 306	815 695	805 015	6 949 337	-40,20%
Engagements à vue	1 309 502	1 484 612	1 093 991	779 700	767 853	5 534 830	-41,36%
Taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs (%)	55,87	52,01	46,17	8,78	8,38	56,81	

Source : BEAC

Composantes des engagements à vue :

- Billets et pièces en circulation
- Trésors et comptable publics nationaux
- Banques et institutions financières
- Autres comptes courants
- Emprunts et dettes assimilés

**QUATRIEME PARTIE :
ACTIVITES DES ETABLISSEMENT DE
CREDIT ET DU CONSEIL NATIONAL DU
CREDIT**

SECTION I.- ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Au cours de l'exercice 2016, l'Association Professionnelle des Etablissements de Crédit de la Guinée Equatoriale (APEC GE), a tenu plusieurs séances de travail et a présenté un rapport pour chaque session du Conseil National du crédit.

Parmi les activités, on souligne la mise en service de la carte GIMAC par BANGE et CCEIBANK GE.

Les établissements de crédit de la place ont approuvé le financement d'une campagne de sensibilisation sur le remboursement de crédit. De même, ces derniers ont adopté divers projets tels que :

- Création du secrétariat permanent de l'organe ;
- Création d'un nouveau logo ;
- Création d'un site web de l'organe.

Il faut également citer le changement du Directeur Général de la BGFI BANK GE.

SECTION II.- ACTIVITES DU CONSEIL NATIONAL DU CREDIT

En application des dispositions des Règlements n°01/CEMAC/UMAC/CM du 02/Octobre 2012 portant diverses dispositions relatives au Taux Effectif Global et à la publication des conditions de banques et le Règlement n°02/CEMAC/UMAC/CM portant définition et répression de l'usure dans les Etats de la CEMAC , le Secrétariat du Conseil National du Crédit a procédé au calcul des Taux Effectifs Globaux (TEG) Moyens appliqués par les établissements de crédits durant le deuxième semestre 2016 ainsi qu'à la détermination du seuil d'usure appliqué pour le premier semestre 2017.

A cet effet, le communiqué de presse du TEG est joint en annexe.

Par ailleurs, le Conseil National du Crédit de la République de Guinée Equatoriale s'est réuni trois fois en 2016 à Malabo, dont les ordres du jour sont inscrits ci-dessous :

Réunion du 16 mars 2016

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 07 novembre 2015
2. Recommandations de la session du 07 novembre 2015
3. Rapport de l'APEC GE
4. Exécution budgétaire du CNC au 31 décembre 2015
5. Divers :

- a) *Informations Economiques, Monétaires et Financières récentes.*
- b) *Projet de rapport d'activité du CNC pour l'année 2014*

Réunion du 08 Juillet 2016

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 16 mars 2016
2. Recommandations de la session du 16 mars 2016
3. Rapport de l'APEC
4. Divers :
 - a) *Proposition de perdîmes aux membres du groupe de travail sur les recommandations de CACEX ;*
 - b) *Mesures relatives à la sensibilisation sur la falsification des signes monétaires*
 - c) *Action contre le blanchiment d'argent.*
 - d) *Informations Economiques, Monétaires et Financières récentes*

Reunión del 07 de noviembre del 2016

1. Adoption du projet de procès-verbal de la réunion du 08 juillet 2016
2. Recommandations de la session du 08 juillet 2016
3. Rapport de l'APEC GE
4. Rapport sur le taux Effectif Global (TEG) et la tarification des autres services bancaires
5. Projet budgétaire du CNC pour l'année 2017.
6. Divers :
 - a) *Proposition financière d'une formation aux PME/PMI, les fonctionnaires et associés de la Chambre de Commerce de Bioko;*
 - b) *Informations Economiques, Monétaires et Financières récentes.*